

<https://divergences.be/spip.php?article4202>



Socialisme libertaire et socialisme autoritaire

- Archives - Textes critiques - Domela Nieuwenhuis -

Date de mise en ligne : jeudi 27 novembre 2025

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

Les idées marchent - et plus vite qu'on ne le croit. Une année, au temps présent, équivaut, quant au développement des idées, à vingt-cinq années des temps passés, ce qui fait que d'aucuns ne peuvent suivre le mouvement.

L'antique lutte entre l'autorité et la liberté qui, à travers les siècles, a absorbé l'esprit humain, est loin d'être terminée. Dans tous les partis elle se manifeste d'une façon différente et partout on la rencontre, sur le terrain religieux aussi bien que sur le terrain moral et politique.

L'autorité, c'est la domination de l'homme par l'homme, quelle que soit la forme qu'elle revêt.

La liberté, c'est la faculté laissée à chacun d'exprimer librement son opinion et de vivre conformément à cette opinion.

L'homme est avant tout une individualité distincte de toutes les autres, et bien mal inspiré serait celui qui voudrait détruire cette individualité - cette part la meilleure et la plus noble de l'être humain - et qui désirerait que l'individu disparût complètement dans la collectivité. Ce serait étouffer la caractéristique et l'essence même de l'homme.

Mais l'homme est encore un être social, et comme tel il doit nécessairement tenir compte des droits et des besoins des autres hommes, vivant avec lui dans la communauté. Celui qui estime les avantages de la vie commune plus considérables que ceux que pourrait lui assurer une existence purement individuelle, sacrifiera volontiers à la communauté une partie de son individualisme. Cependant que l'individualiste pur préférera se priver de beaucoup de choses pourvu qu'il n'ait pas à subir le contact et la pression de la collectivité.

La grande difficulté est de tracer la limite exacte entre ces deux principes. Cela est même presque impossible. Il faut en effet tenir compte, chez les personnalités comme chez les collectivités, du tempérament, de la nationalité, du milieu et de tant d'autres choses exerçant des influences variées.

On rencontre ces deux courants, comme dans tous les autres groupements politiques, aussi dans le parti socialiste. On y trouve le socialisme libertaire et le socialisme autoritaire.

Le socialisme autoritaire est né en Allemagne et là aussi il est le plus fortement représenté. Mais il a fait école dans tous les pays. On pourrait l'intituler : le socialisme allemand.

Le socialisme libertaire, plus conforme aux aspirations et à l'esprit du peuple français, nous vient de France pour se ramifier dans les pays où l'esprit libertaire est plus développé. On a essayé de greffer le socialisme allemand sur le tronc du socialisme français, et il en existe même une section en France, laquelle section, comme la copie exagère toujours l'original, est encore plus allemande que les Allemands eux-mêmes. Ce sont les marxistes ou guesdistes. Mais ce socialisme-là ne se propagera jamais dans des proportions considérables parmi le peuple français, qui, pour s'assimiler le socialisme allemand, devrait d'abord se débarrasser de son esprit libertaire. Or, cela est impossible, et de ce côté il n'y a donc nul danger à craindre. Les pays où la liberté n'est pas tout à fait chose inconnue - comme c'est le cas en Allemagne, pays à peine, et encore incomplètement, sorti du féodalisme - penchent plutôt vers le socialisme français. Tels l'Angleterre, les Pays-Bas, l'Italie et l'Espagne, tandis que l'Autriche, la Suisse, le Danemark et la Belgique copient plutôt le modèle allemand.

Il ne faudrait pas prendre cette distinction d'une façon trop absolue. Car il existe, en effet, un courant libertaire dans les pays autoritaires et inversement. Néanmoins, dans les grandes lignes, notre définition est exacte.

En continuation d'autres articles parus ici-même, à savoir : « Les divers courants de la démocratie socialiste allemande³¹ » et « Le socialisme en danger³² », nous voulons suivre le développement du socialisme comme il

s'est manifesté depuis.

Dans ma première étude je me suis efforcé de démontrer, preuves en main, - car les argumentations dont je me suis servi ont été empruntées aux porte-parole du parti eux-mêmes, - comment, dans le cours des années, la démocratie socialiste avait perdu son caractère révolutionnaire et comment elle était devenue, purement et simplement, un parti de réformes, nullement intransigeant à l'égard de la bourgeoisie. A la gauche du parti on vit les « Jeunes » ou « indépendants » lever la tête audacieusement, mais au Congrès d'Erfurt ils furent exclus comme hérétiques. Pour la droite, guidée par Vollmar, on eut, par contre, plus de considération, on n'osa pas l'excommunier, et pour cause : le morceau était trop gros et les partisans de Vollmar trop nombreux. Entre ces deux fractions extrêmes se trouve pris le comité directeur sous la trinité Liebknecht-Bebel-Singer, et assez caractéristiquement dénommé par les social-démocrates allemands : « le gouvernement ». Ce sont des hommes du juste-milieu, aux vues gouvernementales.

A ces messieurs, Vollmar a donné pas mal de peine. Ce fut son attitude politique, telle qu'il l'avait expliquée dans quelques discours prononcés à Munich, qui, avec l'exécution des « Jeunes », fournit le morceau de résistance au Congrès d'Erfurt. Au Congrès de Berlin on traita la question du socialisme d'État, et à cette occasion Liebknecht et Vollmar accomplirent un véritable tour de prestidigitation en confectionnant un ordre du jour au goût de tout le monde. Au Congrès de Francfort il s'agit des députés socialistes au Landtag bavarois et de leur vote approuvant le budget. Et chaque fois Vollmar sortit victorieux de ces joutes oratoires. Les chefs socialistes de l'Allemagne du Nord ne réussirent pas à battre en brèche son influence ni à lui faire la loi. Bien au contraire : leur parti penche de plus en plus à droite.

A l'accusation d'avoir voulu prescrire une nouvelle ligne de conduite au parti, Vollmar répond fort justement que l'action qu'il a recommandée « a déjà été appliquée depuis la suppression de la loi d'exception, dans beaucoup de cas, tant dans le Reichstag qu'au dehors ».

Ensuite : « Je ne l'ai donc pas inventée, mais je me suis identifié avec elle ; du reste, elle a été suivie depuis le Congrès de Halle. A présent on peut moins que jamais s'éloigner de cette manière de voir. Ceci prouve clairement que j'ai en vue la tactique existante, celle qui doit être suivie d'après le règlement du parti. »

Un autre délégué, de Magdebourg, dit : « Moi aussi je désapprouve la politique de Vollmar, mais celui-ci n'a pourtant rien dit d'autre à mon avis, que ce qui a été fait par toute la fraction. » Auerbach, de Berlin, y ajoute avec beaucoup de logique : « La façon d'agir des membres du Reichstag conduit nécessairement à la tactique de Vollmar. »

Et quoique Bebel, Liebknecht, Auer et d'autres encore insistassent auprès du Congrès pour faire adopter un ordre du jour sans équivoque ; quoique Liebknecht se prononçât très catégoriquement et exigeât même que l'ordre du jour de Bebel, amendé par Cœrtel, - ordre du jour désapprouvant les discours de Vollmar et sa nouvelle tactique, - fut adopté, et qu'il allât même jusqu'à dire que « si la motion d'Cœrtel n'est pas adoptée, l'opposition aurait raison et dans ce cas j'irais moi-même à l'opposition » , - quoique Bebel insistât sur la nécessité de se prononcer carrément, on n'osa pas aller jusqu'au bout, surtout après la mise en demeure de Vollmar : "Si la motion d'Cœrtel est adoptée, il ne me reste qu'à vous dire que dans ce cas je vous ai adressé la parole pour la dernière fois. » Liebknecht n'alla pas à l'opposition et Bebel ni ses amis ne quittèrent le parti.

En ce qui concerne la question du socialisme d'État, Vollmar et Liebknecht défendaient des points de vue absolument contraires. Qui ne se rappelle la polémique dans les journaux du parti et les aménités que ces messieurs se prodiguaient ? Mais on finit par conjurer l'orage et les deux frères ennemis, Liebknecht et Vollmar, parurent au Congrès où ils communiquèrent dans un ordre du jour de réconciliation, confectionné de commun accord. On voit d'ici ce morceau de littérature. Soigneusement arrondi, édulcoré, à la porte des intelligences les plus timides, cet ordre du jour n'est qu'un amalgame de phrases creuses, contentant tout le monde.

Mais voici qu'une nouvelle surprise vint troubler cet accord harmonieux. Les députés au Landtag bavarois, et parmi eux Vollmar, allaient jusqu'à voter pour le budget. C'était excessif peut-être ! Car voter le budget de l'État, c'est accorder sa confiance au gouvernement, et de la part d'un social-démocrate cela semble d'autant plus incohérent que ce gouvernement s'est toujours montré hostile à son parti.

Cette affaire fut mise en question au Congrès de Francfort. Deux ordres du jour furent soumis au congrès. L'un provenait des députés de l'Allemagne méridionale et était ainsi conçu :

« Considérant que la lutte principielle contre les institutions existantes de l'État et de la société ressort de l'action d'ensemble du parti ;

» Considérant ensuite que le vote, en leur entier, des lois de finance dans les différents États (de l'empire) est une question uniquement utilitaire : à apprécier seulement suivant les circonstances locales et de temps, et d'après les faits cités au congrès du parti tenu en Bavière ;

» Le Congrès passe outre aux ordres du jour 1, 3 et 4 proposés par Berlin et à ceux proposés par Halle, Weimar, Brunswick et Hanau. »

Tous ces ordres du jour contenaient un blâme à l'adresse des députés socialistes au Landtag bavarois.

A côté de ces motions réprobatrices il y en avait une signée par les hommes les plus influents de la « fraction » : Auer, Bebel, Liebknecht, Singer, etc.

Elle était ainsi conçue :

Le Congrès déclare : « Il est du devoir des représentants parlementaires du parti, tant au « Reichstag » qu'aux « Landtage », de vivement critiquer et de combattre tous les abus et toutes les injustices inhérentes au caractère de classes de l'État, qui n'est que la forme politique d'une organisation faite pour la sauvegarde des intérêts des classes gouvernantes ; il est en outre du devoir des représentants du parti d'employer tous les moyens possibles pour faire disparaître des abus existants et de faire naître d'autres institutions dans le sens de notre programme. En plus, comme les gouvernements en tant que chefs d'États de classes combattent de la plus énergique façon les tendances social-démocrates et se servent de tous les moyens qui leur paraissent propices pour anéantir, si possible, la social-démocratie, il s'ensuit logiquement que les représentants du parti dans les « Landtage » ne peuvent accorder aux gouvernements leur confiance et que l'approbation du budget impliquant nécessairement un vote de confiance ils doivent voter contre le budget. »

Et quel sort échet à ces deux ordres du jour ?

Le premier fut rejeté par 142 voix contre 93.

Le second par 164 contre 94.

On ne se décida donc à rien et la question en resta là. Et cela malgré la pression exercée par la trinité Bebel-Liebknecht-Singer ! Bien loin de perdre de son influence, Vollmar en a donc gagné. Et il a pu s'en retourner chez lui avec la douce conviction d'être soutenu par une importante fraction du parti.

Bebel aperçut le danger et, rentré à Berlin, il résolut de commencer la lutte. Dans une réunion, il manifesta son dépit à l'égard du Congrès, le plus considérable de tous ceux tenus depuis la création du parti. Le parti, dit-il en substance, a pu s'accroître numériquement, il a certainement perdu en qualité. Des petits bourgeois, nullement d'accord avec les principes de la social-démocratie et de l'agitation internationale, se sont insinués dans le parti, pour y former l'élément modéré.

L'opportunisme, le particularisme menacent de ruiner le parti. Pour lui, Bebel, un petit parti à principes déterminés est préférable à un parti fort numériquement et sans discipline. L'état actuel des choses lui est fort pénible. Il avait même songé à abandonner sa place au conseil central et ne l'avait conservée que sur les instances des compagnons et amis. Toutefois, il ne promettait rien et tenait à réserver son entière liberté d'action au cas où les affaires continueraient à marcher de même façon.

Nous voudrions connaître l'opinion de Bebel - Bebel, qui, en tant que prophète, s'est si souvent lamentablement trompé - sur l'article qu'il publia peu avant le congrès dans la *Neue Zeit*³³. Il nous semble que la lecture l'en doive légèrement embarrasser.

Dans cet article Bebel dit :

« Quant à des dissensions principielles ou sérieuses à propos de la tactique du parti, il ne saurait en être question. Nulle part n'existent des dissensions de principe. Le parti, chez tous ses adhérents, se trouve sur une base de principe unique, définie dans le programme. Pour qui voudrait être ici d'une opinion différente, il n'y aurait pas de place dans le parti ; il lui faudrait aller aux anarchistes ou bien aborder dans le camp bourgeois. Le parti n'aurait que faire de lui. »

Les événements du congrès ont dû désenchanter Bebel, et le fait prouve en tous cas combien peu il est au courant de ce qui se passe dans son parti.

Il est vrai que dans le troisième article d'une série publiée au *Vorwaerts*, Bebel avoue que, parti pour le congrès dans un état d'esprit optimiste, il avait été terriblement déçu.

En ce qui concerne Liebkecht, il était tellement frappé d'aveuglement que, même après le Congrès, il vantait encore l'unité inébranlée du parti. Il publia dans le *Vorwaerts* un article redondant qui prouvait à quel point son auteur avait perdu la faculté d'appréciation. Liebkecht y dit : « Les dissensions tant escomptées par nos ennemis, disparurent à la suite d'une critique libre et sans ambages, et au lieu de la scission, invariablement prophétisée par nos adversaires, il y eut union plus étroite encore. Le cas « bavarois » qui devait conduire à la ruine du parti, ou du moins à l'irréparable rupture entre les chefs de Berlin et les rebelles de l'Allemagne du Sud, fut si bien aplani, grâce au tact et au bon sens de la majorité, que pas la moindre amertume n'a subsisté d'un côté ni de l'autre. »

Un tel optimisme surpasse l'imagination la plus fantasque. Et si jamais le « tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes » a été illustré, ce fut par le vieux Liebkecht.

Parmi d'autres choses, la question agraire fut mise en discussion au congrès. Ici, l'attitude de Vollmar et de Schonlank fut d'un opportunisme tel qu'ils jetèrent par dessus bord le principe socialiste, dans l'intérêt de la propagande « pratique ». Homéopathiquement, on n'administre que par doses infimes le socialisme aux paysans. On a peur de les tuer par une ingurgitation trop copieuse. Et ce qui frappe le plus le lecteur attentif du compte rendu, c'est qu'on ne s'adresse pas, pour les médiquer, aux paysans-ouvriers qui, eux, ne possèdent pas un pouce de terrain, mais ... aux petits propriétaires !

Avec une indiscutable logique la *Frankfurter Zeitung* a pu dire à ce sujet : « Quelques phrases mises à part, tout parti radical-bourgeois peut arriver aux mêmes conclusions. » Dans la réforme, M. Lorand s'exprime à peu près identiquement.

Vollmar ne manqua pas de ramasser le gant. Il parle du « pronunciamento » de Bebel et s'écrie : « Les temps présents nous offrent un étrange spectacle. En face des ennemis marchant sur nous en rangs serrés et prêts à nous attaquer, nous voyons un de nos chefs se lever et lancer le brandon de discorde, non parmi les adversaires, mais dans nos propres rangs. »

Un des vétérans du parti, le député Grillenberger, se mêla à la dispute en se rangeant dans la presse, comme à Erfurt, du côté de Vollmar. Cette polémique trahit l'amertume et l'irritation que dans les deux camps on ressent.

Vollmar dit « que les motifs de l'attitude de Bebel doivent être cherchés dans son amour-propre blessé et dans son manque de sens critique et de sang-froid, qui lui ont fait placer - lui, le chef d'un parti démocratique - sa propre personnalité au-dessus des intérêts les plus tangibles du parti, à la honte et au détriment de la social-démocratie et pour le plus grand bien et la joie des adversaires ». Quant à Bebel, il reproche à Grillenberger son langage « sale et vulgaire comme le vocabulaire d'un voyou ».

Ces personnalités ne nous intéressent que médiocrement, mais elles illustrent néanmoins d'une façon particulière la complète « unité » du parti.

Bebel prétend que l'élément petit-bourgeois, considérable surtout dans l'Allemagne du Sud, affaiblit le parti, et que l'opportunisme et le particularisme bavarois, encouragés systématiquement par Vollmar, sont irréconciliables avec le principe.

Il constate donc l'existence de très réelles dissensions de principes et d'après lui, Vollmar, Grillenberger et les leurs se trouvent devant le dilemme d'aller soit vers les anarchistes soit dans le camp bourgeois. Or, Vollmar ne semble nullement disposé à obéir à cette mise en demeure. Bien au contraire : il s'imagine, après comme avant, d'être en parfait accord avec les principes de la social-démocratie.

Bebel publia au Vorwaerts quatre articles dans lesquels il précise sa façon de voir et apprécie les opinions de Vollmar. L'étude est intéressante et nous croyons utile d'en placer quelques fragments sous les yeux d'une plus grande fraction du public.

Bebel rappelle combien de fois déjà Vollmar a obligé les divers congrès à s'occuper de sa politique et comment Vollmar est devenu une « colonne d'espérance » (Hoffnungssaeule) pour « tous les tièdes dans le parti et pour tous les réformateurs bourgeois du dehors ». Lui, qui connaît Vollmar, sait que celui-ci arrivera peut-être un jour, comme il l'a fait avant, « à emboucher la trompette de l'ultra-radicalisme comme, à présent, il entonne l'air du « tout doux », pour piper Pierre et Paul et grossir ainsi les bagages du parti, si... Oui, « si » ? « Voilà le grand point d'interrogation et, pour le moment, je ne désire pas davantage approfondir la question. »

Vollmar fit ressortir, et avec raison, que ce que Bebel lui reprochait avait déjà été dit par Hans Müller³⁴ ... au sujet de l'embourgeoisement du parti. Avec la prétention propre aux personnages gouvernementaux, Bebel rejette loin de lui cette insinuation en affirmant qu'il n'a que superficiellement feuilleté la brochure de Hans Müller et qu'il sait à peine ce qu'elle contient.

Malgré la solennelle affirmation de M. Bebel, nous nous permettons de n'en rien croire. Comment, voilà une critique essentielle contre le parti tout entier, faite par un homme dont Bebel lui-même a dit qu'il n'était pas le premier venu, et on voudrait nous faire croire que les chefs du parti ne l'ont pas lue ? C'est par trop invraisemblable, et, si cela était vrai, ce serait inexcusable. Inexcusable en effet, car comme chef de parti on est tenu de prendre connaissance de tout ce qui peut être utile à un degré quelconque, au parti lui-même. Et invraisemblable aussi, car il est difficile d'admettre que l'on ait ignoré, ou à peu près, une brochure sensationnelle comme celle de Hans Müller. Mais j'imagine, combien cette brochure a dû être désagréable aux muphtis du parti, car, sans se perdre dans des personnalités, l'auteur y a démontré, avec preuves à l'appui et par des citations empruntées aux écrits mêmes des dits grands dignitaires, combien la social-démocratie s'était embourgeoisée et avait incliné à droite.

Mais voilà ! Hans Müller a eu l'infortune d'être plus perspicace que Bebel et de découvrir avant celui-ci les phénomènes, qui, à présent, se manifestent aux yeux de tous.

N'était-ce pas Bebel qui, à cette époque, fit remarquer comment les conditions matérielles d'un individu influencent ses opinions ? Il fit cette observation en visant Vollmar qui habite une villa plutôt somptueuse au bord d'un des lacs de Bavière. Mais la même remarque a été faite par d'autres, et avec autant de justesse, à l'égard de Bebel.

* * *

Recherchons maintenant les causes de l'infiltration de plus en plus considérable d'éléments petit-bourgeois dans la social-démocratie et de la grande influence qu'ils y exercent.

Le docteur Hans Müller a écrit tout un chapitre sur cette question.

Jusqu'aux temps de la loi contre les social-démocrates en Allemagne, le mouvement social-démocratique fut un mouvement de classe purement prolétarien avec un caractère nettement révolutionnaire. Les adhérents furent presque exclusivement des ouvriers ; les petits patrons, les paysans et les boutiquiers formaient un nombre insignifiant sans aucune influence sur le mouvement.

Plus tard un changement complet se produisit. Quelles furent les causes de ce changement ?

Premièrement la dépendance où se trouvent les ouvriers salariés, qui leur rend difficile sinon impossible une activité politique publique. Un ouvrier salarié par exemple ne peut être membre du parlement, car son patron ne lui permettrait pas d'assister aux séances, et peut-on imaginer d'ailleurs un patron, permettant à un de ses ouvriers de siéger au parlement comme social-démocrate ? Il ne faut pas oublier que la position financière du prolétaire est un obstacle, car les membres du parlement allemand (Reichstag) ne reçoivent aucune indemnité et, quoique le parti allemand paie à ses membres une indemnité, il ne les indemnise que pour les jours où le parlement s'assemble.

Les ouvriers qui remplissent un rôle prépondérant, perdent leurs places et doivent chercher une autre carrière. Ici on ouvrait un café ou un bureau de tabac, là on devenait colporteur, on installait une librairie ou bien on se faisait rédacteur d'un journal pour les ouvriers. Ces hommes se créaient ainsi une existence petit-bourgeoise : Auer, qui fut garçon sellier, monta en 1881 un magasin de meubles ; Schuhmacher, garçon tanneur, fonda en 1879 une tannerie ; Stolle, jardinier-fleuriste, tint un café ; Dreesbach, primitivement ébéniste devint marchand de tabac.

On peut allonger cette liste à volonté. Naturellement ces hommes furent les meilleurs adhérents du parti. Mais on comprend que le milieu dans lequel on vit, exerce une grande influence sur l'existence et la façon de penser ; les hommes dont nous venons de parler n'ont pu se soustraire à la règle générale et leur changement de position a été accompagné d'un changement d'opinion.

Beaucoup des chefs locaux de la social-démocratie sont égarés par leur existence petit-bourgeoise. Ils ne sont plus les représentants du mouvement purement prolétarien, mais, arrachés des rangs des prolétaires, ils ont perdu leurs idées révolutionnaires. Ils commencent à parler de l'amélioration de la position des petits bourgeois, dans le cadre de la société actuelle.

La prudence est conseillée. Déjà ils ont perdu leur place une première fois, ils vont désormais penser davantage à leurs femmes, à leurs enfants ; ils ont maintenant quelque chose à perdre, ils se disent qu'on peut rester socialiste sans faire toujours le révolutionnaire.

Le petit bourgeois de fraîche date abandonne ainsi son point de vue prolétarien et révolutionnaire et il devient un socialiste pratique et petit-bourgeois.

Une telle explication est naturelle et compréhensible ; il serait étrange que le contraire se produisît.

Mais ces messieurs furent les chefs locaux et ces modérés exercèrent une certaine influence dans leur entourage. Dans la pratique il fallait se mêler aux élections et gagner les votes des petits patrons, des paysans, des fonctionnaires subalternes, etc.³⁵ . Dans les manifestes électoraux on trouve partout cette préoccupation, et de cette manière on gagnait toujours des votes.

Avec les élections le succès est tout ; et qui ne met volontiers de l'eau dans son vin, si c'est pour triompher ? On parle rarement des principes ou même jamais, on veut être des hommes pratiques et on se borne aux réformes mesquines et proches.

Le docteur Müller fait le récit d'une réunion dans le Mecklembourg, où on applaudissait beaucoup l'orateur socialiste. Il demanda à un des auditeurs ce que ces social-démocrates voulaient obtenir et la réponse fut : les social-démocrates veulent abolir l'impôt sur l'alcool.

L'alcool est un facteur d'une considérable influence dans les élections, comme on peut le constater dans la brochure de Bebel sur l'attitude des social-démocrates au parlement allemand pendant les années 1887-90 et dans laquelle il dit textuellement : quand le peuple élit au parlement les mêmes membres qui ont voté pour l'augmentation des impôts et ont défendu les intérêts des agrariens, nous pouvons nous attendre à une augmentation de l'impôt sur l'eau-de-vie, et une augmentation de l'impôt sur la bière ne tardera pas. Donc les électeurs sont conduits à donner leurs votes aux candidats socialistes, de crainte que l'eau-de-vie et la bière ne soient beaucoup plus chères ! Bebel disait la même chose que ce simple paysan de Mecklembourg !

De même en Belgique l'influence de l'alcool est terrible et tous les partis, y compris les socialistes, en profitent. Dans certains manifestes pour les électeurs, on ne trouve aucun des desiderata prolétariens ! Pour les élections du Landtag saxon, les social-démocrates demandaient la réglementation de la nomination des instituteurs par l'État, que les subventions pour les écoles soient aux mains de l'État, l'instruction obligatoire jusqu'à l'âge de quatorze ans, la distribution des fournitures scolaires, l'exonération de l'impôt jusqu'à un revenu de neuf cents marks, le suffrage universel, et un impôt sur le capital remplaçant les impôts indirects. On reconnaîtra qu'on peut ne pas se nommer socialiste, même quand on accepte tous ces desiderata.

L'attitude du journal Vorwaerts dans le mouvement des sans-travail en 1892 fut caractéristique. L'indignation de ce journal, qui représente la classe des non-possédants, fut ridicule, lorsque la rédaction s'indigna du ravage de la propriété des trois social-démocrates honorables par une bande de sans-travail !!

Un article sur la Psychologie de la petite bourgeoisie dans le Neue Zeit (Nouveaux Temps) de 1890 par le docteur Schonlank) mérite encore l'attention de tous, surtout des socialistes réformistes parlementaires.

Il y a de cela quelques mois, une très intéressante brochure parut, écrite par M. Calwer³⁶, rédacteur d'un journal socialiste de Brunswick. Nous n'en pouvons trop recommander la lecture.

D'après Bebel c'est surtout en l'Allemagne du Sud que l'élément petit-bourgeois est prédominant dans le parti : « L'Allemagne du Sud, dit Bebel, est un pays principalement petit-bourgeois, et petit-bourgeois veut dire en même temps petit-paysan. La grande industrie, à part dans l'Alsace-Lorraine et quelques villes, n'y est pas développée et la prolétarianisation des masses, par conséquent, pas très avancée. Les masses y vivent - quoique parfois dans de misérables conditions - en général d'une vie de petits-bourgeois ou de petits-paysans, de sorte que la façon de penser prolétarienne n'y est pas encore parvenue à toute sa netteté. Il y a ensuite le sentiment de l'isolement politique, plus vif dans l'Allemagne du Sud à cause même des conditions économiques. La véritable expression politique de cet état de choses c'est le petit-bourgeois « parti du Peuple » (Volkspartei) qui, pour ces raisons, se manifeste le plus puissamment dans le Wurtemberg, le pays le plus petit-bourgeois de l'Allemagne et y a trouvé son Eldorado. Nos amis du Wurtemberg ont une très lourde tâche là-bas.

» Il est donc très naturel, étant données les conditions sociales et politiques dans lesquelles vivent la plupart de nos partisans de l'Allemagne du Sud, que ceux-ci soient influencés par l'esprit incontestablement petit-bourgeois qui prédomine dans ces contrées. C'est ainsi qu'en Bade on nomma député social-démocrate au Landtag un philistin (Spiesburger) achevé, un mangeur de prêtre et braillard du Kulturkampf comme Ruedt qui sut là-bas acquérir l'influence qu'il possède encore aujourd'hui ; c'est ainsi qu'un déplorable pitre comme Hansler a pu jouer un rôle à Mannheim. En disant cela, je n'ai nullement voulu adresser des reproches à qui que ce soit. J'ai tout simplement essayé de donner une explication objective, chose fort importante pour le développement de notre parti et pour laquelle je réclame, non seulement de nos amis de l'Allemagne du Nord mais aussi et surtout des Allemands du Sud, la plus intense attention. »

Il nous semble qu'ici Bebel apprécie les choses d'un point de vue trop particulariste, et nous partageons plutôt l'avis de Calwer lorsqu'il attribue l'embourgeoisement du parti social-démocrate - phénomène observé aussi bien dans l'Allemagne septentrionale, en France et ailleurs que dans l'Allemagne du Sud - à des causes générales.

En effet, que s'est-il passé dans tous pays selon Calwer ?

Au début ce furent les salariés qui composaient l'élément principal dans l'agitation socialiste. Ainsi qu'aux premiers temps du christianisme des pêcheurs et des artisans allèrent propager l'Évangile, - sans rétribution et pour sa seule cause, - ainsi il en fut du socialisme. Certains propagandistes, par leur attitude indépendante, perdirent leur gagne-pain. D'autres, afin de pouvoir continuer à propager leurs idées, furent contraints de chercher de nouveaux moyens d'existence. Les uns s'établirent mastroquets, les autres montaient une petite librairie où, à la vente des périodiques socialistes, se joignait un commerce de plumes, de papier, etc. D'autres encore ouvraient un débit de tabac et de cette façon tout ce monde cherchait à se caser, soutenu par des amis. Naturellement les braves citoyens ainsi mis à l'aise, en cessant d'être des salariés, deviennent de parfaits petits bourgeois et à partir de ce moment leurs intérêts diffèrent du tout au tout de ceux de leurs anciens camarades. De sorte qu'aujourd'hui on est arrivé à pouvoir satisfaire à tous ses besoins, depuis les vêtements jusqu'aux cigares, en accordant sa clientèle exclusivement à des boutiquiers socialistes. La presse du parti leur fait de la réclame et les ouvriers socialistes se voient moralement obligés à ne faire leurs achats qu'aux bonnes adresses. Calwer dit à ce sujet : « On attelle les chevaux du socialisme au char de l'effort réactionnaire et le travailleur, moyennant espèces, doit prendre place dans cet impraticable et dangereux véhicule. On ne peut pas en vouloir à ces personnes qui, contraintes par leur situation d'entreprendre ce genre de commerce, se remuent et s'agitent pour le faire réussir. Ils sont on ne peut mieux intentionnés tant à leur propre égard qu'à celui des travailleurs. Mais du point de vue strictement prolétarien, ces entreprises ne sont que des trafics réactionnaires, plutôt préjudiciables aux ouvriers. Car ceux-ci se laissent persuader qu'il est de leur devoir de favoriser ces entreprises. Ils y apportent leur bonne monnaie et reçoivent en échange des denrées qu'ils auraient pu se procurer bien plus avantageusement dans un grand magasin. Ceux que je vise ici auront beau insister sur la sincérité de leurs conceptions et de leurs considérations social-démocratiques, leur façon de procéder est anti-socialiste et aboutit finalement à cette tendance bourgeoise qui fait miroiter devant les yeux du travailleur la possibilité d'améliorer son sort par le « selfhelp » et lui en recommande l'essai. »

En ce sens Calwer appelle l'apposition de marques de contrôle dans des chapeaux une tactique petit-bourgeoise, car, dit-il, « c'est un non-sens que cette prétention des travailleurs de vouloir, dans le cadre de la société bourgeoise, faire concurrence à la production bourgeoise. Il faut donc ouvertement combattre toutes ces tentatives des qu'on essaye de les abriter sous le drapeau social-démocrate comme cela se fait aujourd'hui ». Et plus loin : « Il est impossible d'éviter ces trafics petits-bourgeois et on ne peut pas en faire un crime à ceux qui tâchent d'y trouver une existence ; on peut même, à la rigueur, les considérer avec plus de sympathie que d'autres et analogues institutions petit-bourgeoises, - mais c'est contraire aux intérêts du prolétariat, et blâmable au point de vue socialiste que de recommander aux ouvriers de soutenir par leurs gros sous des entreprises condamnées d'avance, et d'acheter des denrées qui ne sont pas aussi bien conditionnées (et ne sauraient l'être) que dans des magasins et usines techniquement mieux organisés. »

Certes, c'est pénible de voir des ouvriers congédiés et privés de leur gagne-pain à cause de leurs principes, mais tout en reconnaissant que nous devons les aider suivant nos moyens, nous ne devons pas fermer les yeux aux phénomènes qui, dans leur développement, ont un effet réactionnaire. « La coopération est un misérable reflet du capitalisme spéculateur qui tente, d'une manière pitoyable et souvent déplorable, de forcer les moyens de production et de communication moderne, dans le cadre des anciennes conditions de propriété, au détriment du prolétariat consommateur. Ces ouvriers excommuniés par les patrons, qui créent des sociétés de consommation, ce prolétaire qui devient cabaretier ou boutiquier, tous ces gens-là changent bientôt leur vie prolétarienne pour une existence de petit-bourgeois. »

Ces victimes de l'agitation prolétarienne se transforment donc en petits bourgeois. Leur existence matérielle dépend de façon directe de la situation plus ou moins florissante du parti. C'est ainsi qu'on arrive à un état de choses que

l'on blâme dans l'organisation de l'Église : des personnages salariés, directement ou indirectement au service du parti et contraints, pour ainsi dire, à le soutenir envers et contre tous. Il se crée une armée compacte d'individus vivant sur ou par le parti. Et c'est été bien extraordinaire si cette métamorphose de certains éléments n'avait pas exercé d'influence sur le mouvement socialiste, si purement prolétarien, si net dans son caractère révolutionnaire au début. Dès que l'élément petit-bourgeois s'infiltré et même commence à jouer un rôle prépondérant, il est tout naturel que le caractère révolutionnaire s'affaiblisse.

Comment serait-il possible en effet, dans un parti révolutionnaire, de tenir chaque année un congrès qui dure toute une semaine ? Nul travailleur travaillant, à part de fort rares exceptions, ne peut prendre part à un congrès de ce genre. Aussi les délégués sont-ils habituellement des chefs locaux, pour la plupart boutiquiers de naissance ou encore devenus petits bourgeois par droit de conquête. Ainsi se forme une espèce d'hiérarchie comme dans l'Église catholique. Les petits chefs locaux sont comme les curés de village. Les délégués au Congrès sont les évêques, les membres de la fraction socialiste au Reichstag les cardinaux et des circonstances dépend s'il y a lieu ou non de procéder à la nomination d'un pape. La fraction socialiste au dernier Reichstag se décomposait ainsi : 1 avocat, 2 rentiers, 10 rédacteurs de journaux et auteurs, 4 cabaretiers, 7 fabricants de cigares et boutiquiers, 3 éditeurs et 3 négociants. Les six autres faisaient du trafic pour leur propre compte. Pas un seul travailleur sur ce quart de grosse de représentants du peuple ! Et il ne saurait en être autrement, car un ouvrier ne peut pas risquer les chances si variables d'une élection. Les actes et la tactique d'un parti ne peuvent d'avance et volontairement être arrêtés ; ils subissent l'influence des éléments sociaux dont se compose le parti. Si un parti se compose de bourgeois, il sera capitaliste ; s'il se compose de petits bourgeois il pourra être anticapitaliste mais révolutionnaire jamais ! Tout au plus sera-t-il réformiste. Seul un parti composé de prolétaires sera prolétarien et socialiste-révolutionnaire.

Les éléments petit-bourgeois qui s'introduisent dans un parti tentent toujours d'y faire prévaloir leur influence, et fréquemment ils y réussissent. Souvent l'influence d'un petit-bourgeois équivaut à celle de dix ouvriers salariés. Le Dr Müller a grandement raison en disant que là où les chefs s'imaginent peut-être se trouver à la tête d'un parti prolétarien, ils n'ont derrière eux, en réalité, qu'un mouvement semi-prolétarien qui menace de dégénérer en un mouvement exclusivement petit-bourgeois.

Bakounine³⁷ écrit dans le même sens : « Il faut bien le dire, la petite bourgeoisie, le petit commerce et la petite industrie commencent à souffrir aujourd'hui presque autant que les classes ouvrières et si les choses marchent du même pas, cette majorité bourgeoise respectable pourrait bien, par sa position économique, se confondre bientôt avec le prolétariat. » Il en est ainsi dans tous les pays et cela constitue un danger pour le socialisme. Mais il est vrai aussi que « l'initiative du nouveau développement n'appartiendra pas à elle (la petite bourgeoisie), mais au peuple : en l'occident - aux ouvriers des fabriques et des villes ; chez nous, en Russie, en Pologne, et dans la majorité des pays slaves, - aux paysans. La petite bourgeoisie est devenue trop peureuse, trop timide, trop sceptique pour prendre d'elle-même une initiative quelconque ; elle se laissera bien entraîner, mais elle n'entraînera personne ; car en même temps qu'elle est pauvre d'idées, la foi et la passion lui manquent. Cette passion qui brise les obstacles et qui crée des mondes nouveaux se trouve exclusivement dans le peuple. » Tout ceci est exact en ce qui concerne le principe révolutionnaire, mais en temps ordinaire, la petite bourgeoisie fait tout son possible pour entraîner les prolétaires sur la voie des soi-disant réformes pratiques.

C'est dans l'élément petit-bourgeois principalement que se recrutent les agitateurs ambulants, les chefs de mouvement dans les différentes localités et les rédacteurs des journaux du parti. Calwer juge sévèrement ce genre de personnages. Il dit : « Nos écrivains se recrutent dans les milieux les plus hétérogènes. Leur origine est toujours douteuse. Moi-même, par exemple, je suis un théologien qui n'ai pas passé d'examen. Tel autre est étudiant en droit, un tel maître d'école ou aspirant. Un quatrième n'a même pas pu arriver aux études supérieures. D'autres encore n'ont pas fait d'études du tout. Parce qu'il y a un Bebel dans notre parti, beaucoup : écrivains, artisans, typographes, journalistes, etc., s'imaginent que c'est chose très facile de devenir, par ses propres efforts, un écrivain socialiste. Heureusement nous n'avons pas institué de commission d'examens, mais des poumons solides et une langue venimeuse secondent puissamment l'écrivain socialiste. Et c'est ainsi grâce à la concurrence que se font réciproquement ces personnages de si différentes situations sociales, que des ignorants, n'ayant absolument rien compris au socialisme, s'introduisent dans notre mouvement en qualité de rédacteurs et d'écrivains. Parfois aussi on

aime à faire parade d'un de ces transfuges des « classes civilisées » et quelque temps après on assiste au spectacle de voir le monsieur abjurer solennellement tout ce que dans sa juvénile présomption il a écrit ou raconté aux ouvriers. Et alors on fait des reproches à cet honnête homme ! Si seulement nombre de ces écrivains qui n'ont jamais rien compris au socialisme voulaient suivre cet exemple ! Quel bien n'en résulterait-il pas pour notre agitation ! Oui, le « parvenir à l'entière compréhension » n'est pas chose aussi aisée qu'on le croit généralement. Cela exige en premier lieu de l'étude et de l'observation qui, à leur tour, demandent le loisir et les connaissances nécessaires. Les exceptions confirment la règle. S'imaginer que les connaissances qui précèdent les études académiques et ces études elles-mêmes puissent être remplacées par quelque lecture et par la seule bonne volonté de devenir écrivain, c'est donner une preuve de la plus absolue incompréhension du métier d'écrivain. Lorsque des personnages capables tout au plus de remplir les fonctions de second rédacteur sont à la tête d'un journal, et qu'ils traitent du haut de leur grandeur des sous-rédacteurs plus intelligents et qui ont plus de routine qu'eux-mêmes, alors ils donnent bien la preuve qu'ils possèdent toute la présomption adhérente à leur position mais nullement qu'ils disposent du savoir qu'on a le droit d'exiger chez nos rédacteurs en chef. Or, ce savoir n'est pas uniquement basé sur des aptitudes naturelles mais encore sur des études méthodiques, continuées jusqu'à la fin des cours académiques. Ce qui ne veut pas dire que les études universitaires suffisent pour former l'écrivain socialiste. Nous avons, au contraire, des personnages ayant fait leurs études et qui cependant ne comprennent rien au socialisme. Mais, munis de toute leur présomption universitaire en même temps que de leur titre doctoral ils se croient appelés à jouer un rôle dans le mouvement. - Si je n'étais pas là, qu'advierait-il de la social-démocratie ? Voilà ce qu'ils disent par leur attitude. A peine sont-ils entrés dans le mouvement qu'ils croient tout savoir et tout connaître et qu'ils se posent en pédagogues en face des travailleurs : Voilà ce que vous avez à faire, car moi, le docteur un tel, je crois cela juste. J'ai à peine besoin de faire ressortir ici que ces transfuges, dans la plupart des cas, eussent été totalement incapables de remplir les fonctions bourgeoises quelconques qui leur seraient échues. Il faut donc attribuer la médiocrité de la littérature de nos écrivains à leur éducation défectueuse et à leur présomption. Mais s'il leur a été possible de prendre une pareille attitude dans le parti, la faute en incombe moins à eux-mêmes qu'au petit-bourgeoisisme que nous avons déjà décrit.

»

Les grandes vérités contenues dans ces lignes me feront pardonner la longue citation. Moi-même j'avais écrit dans ce sens³⁸ et ma satisfaction est grande de retrouver les mêmes conclusions chez Calwer.

Le Dr Müller traita la même question, ne fut-ce qu'en passant et voilà que nous voyons Bebel et autres arriver aux mêmes résultats. Quand j'écrivais que le parti avait gagné en quantité ce qu'il avait perdu en qualité, je fus traité de calomniateur du parti allemand. Il ne me déplait pas d'entendre formuler maintenant les mêmes critiques par ceux qui, à l'époque, m'accusaient de calomnie. Bebel notamment écrit dans le Vorwaerts, quatrième article de sa série : « Le parti, en ce qui concerne son développement intellectuel, a plutôt augmenté en largeur qu'en profondeur ; au point de vue numérique nous avons gagné considérablement, mais quant à la qualité, le parti ne s'est pas amélioré.

Cela, je le maintiens ! Car si cela n'était pas, la crainte de l'embourbement et de la débilitation (Versumpfung, Verwässerung) du parti ne serait pas aussi grande qu'elle l'est aujourd'hui. » Il écrit encore que « bon nombre de nos agitateurs devraient s'efforcer de beaucoup mieux se mettre au courant qu'ils ne le sont actuellement. Ce serait le devoir du parti d'aider en leurs efforts ces hommes qui, pour la plupart, sont surchargés de travail et qui vivent dans des conditions matérielles prolétariennes. » Et plus loin : « L'augmentation des forces éminentes et capables est restée de beaucoup en arrière comparée à la croissance du parti. Ce que nous avons gagné sous ce rapport dans les cinq dernières années peut aisément se compter. » Il rappelle comment, il y a de cela dix ans, et alors qu'il n'y avait pas encore autant à craindre de l'embourbement, ce fut précisément Vollmar qui, lorsque le renouvellement des lois d'exception contre les socialistes était à l'ordre du jour, écrivait dans le Sozialdemokratde Zurich que le renouvellement de ces lois serait profitable au développement du parti. A cette époque, il se rendait donc très bien compte du péril, et à présent que le parti est beaucoup plus en danger de perdre son caractère prolétarien et révolutionnaire, ce n'est plus, hélas ! Vollmar qui lève la voix pour dénoncer le danger, mais, au contraire, il est devenu l'espoir de tous les éléments petit-bourgeois du parti. N'est-ce pas triste chose de voir ainsi sombrer, sous l'influence d'un changement de milieu, de si grandes facultés ? Et s'il est du devoir du parti de repousser toute tendance aboutissant à la débilitation et l'embourbement du parti, comme le dit Bebel, alors on a agi d'une façon

inexcusable par l'exclusion des « jeunes », qui, de fait, ont exercé la même critique que Bebel exerce maintenant. Pourquoi ne pas reconnaître l'erreur et la faute commises par cette exclusion, et pourquoi ne pas essayer de les séparer si possible ?

Mais revenons au congrès. Bebel a incontestablement raison dans sa crainte de la débilitation du parti, puisque des socialistes vont jusqu'à voter le budget de l'État, en Bavière. Mais pendant les discussions sur ce sujet, il fut prouvé que le même phénomène s'était déjà présenté à Bade et à Hesse, sans que l'on ait pensé à incriminer les députés socialistes coupables. Il y avait donc eu des antécédents.

En ce qui concerne la question agraire, on fit preuve de la même indécision. Nous avons déjà montré, dans notre étude : *Le Socialisme en danger*³⁹, comment Kautsky, dans sa brochure sur le programme d'Erfurt, professe les mêmes idées que Vollmar au sujet de la question agraire. Messieurs les chefs du parti ne paraissent pas s'en être aperçus. Étaient-ils d'accord avec Kautsky ou bien s'intéressent-ils si peu à ce qui s'écrit, même de la part de leurs conseillers spirituels, que le fait leur ait échappé ?

Au cours des discussions sur la question agraire, Bebel disait : « Dans l'exposé de Vollmar nous constatons le même reniement du principe de la lutte des classes, la même idée non socialiste de conquérir, par l'agitation, des contrées qu'il est impossible de conquérir et qui, même si cela était possible, ne sauraient être gagnées à notre cause que par la dissimulation ou le reniement de nos principes social-démocratiques. Excellent dans un certain sens et irréprochable en ce qui concerne la détermination de certains modes d'agitation suivis jusqu'ici - la dernière partie quelque peu exagérée cependant - ce discours, dans sa partie positive, a été d'autant plus dangereux. Et ces passages dangereux ont été applaudis par un grand nombre de délégués, ce qui corrobore ma conviction que, sur ce terrain aussi, il existe un manque de clarté auquel on ne s'attendrait pas chez des social-démocrates. »

Bebel fit remarquer que Vollmar n'avait rien dit des éléments qui devraient être l'objet principal de notre propagande : les valets de ferme, les ouvriers agricoles et les petits paysans. Par contre, il avait beaucoup parlé des agriculteurs proprement dits, envers qui notre propagande est de très minime importance.

« Pas la moindre mention n'a été faite, dans la question agraire, du but final du parti. C'est comme si la chose n'existait pas. En 1870, lors d'un Congrès tenu dans la capitale du pays par le parti ouvrier social-démocrate, l'État le plus « petit-paysan » de l'Allemagne, le Wurtemberg, se prononça ouvertement et sans ambages en faveur de la culture communautaire du sol. Le Allgemeine Deutsche Arbeiterverein fit de même. En l'an de grâce mil huit cent quatre-vingt-quatorze, on a tourné autour de cette question, comme le fait un chat autour d'une assiette de lait chaud. Voilà le progrès que nous avons réalisé. »

Ledebour, se mêlant à la discussion, arrive à la même conclusion que nous, à savoir que Kautsky partageait les vues de Vollmar. Bebel prétendit ne pas avoir connaissance de ce fait, mais qu'il s'en informerait, et, que si la chose était vraie, il combattrait Kautsky aussi bien que Vollmar. Depuis, Bebel a déclaré que Kautsky, dans sa brochure, n'avait professé aucune hérésie contre le Principe.

Ceci donna occasion à Ledebour de se prononcer plus catégoriquement et il maintint au sujet de Kautsky et de Bebel ce qu'il avait dit. Dans sa brochure, Kautsky écrit : « La transition à la production socialiste n'a non seulement pas comme condition l'expropriation des moyens de consommation, mais elle n'exige pas davantage l'expropriation générale des détenteurs des moyens de production.

» C'est la grande production qui nécessite la société socialiste. La production collective nécessite également la propriété collective des moyens de produire. Mais tout comme la propriété privée de ces moyens est en contradiction avec le travail collectif, la propriété collective ou sociale des moyens est en contradiction avec la petite production. Celle-ci demande la propriété privée des moyens.

L'abolition, par rapport à la petite propriété, en serait d'autant plus injustifiable que le socialisme veut mettre les

travailleurs en possession des moyens de produire. Pour la petite production, l'expropriation des moyens de produire équivaldrait donc à l'expropriation des possesseurs actuels - qui aussitôt rentreraient en possession de ce qu'on leur aurait enlevé... Ce serait de la folie pure. La transition de la société socialiste n'a donc nullement comme condition l'expropriation des petits producteurs et des petits paysans. Cette transition non seulement ne leur prendra rien, mais elle leur profitera grandement. Car, la société socialiste tendant à remplacer la production des denrées par la production pour l'usage direct, doit aussi tendre à transformer tous les services (rendus) à la communauté : impôts ou intérêts hypothécaires devenus propriété commune, - en tant qu'ils n'auront pas été abolis, - de services pécuniaires qu'ils étaient en services en nature sous forme de froment, vin, bétail, etc.

Cela serait un grand soulagement pour les paysans. Mais c'est impossible sous le régime de la production des denrées. Seule la société socialiste pourra effectuer cette transformation et combattre ainsi une des causes principales de la ruine de l'agriculture.

» Ce sont les capitalistes qui, en réalité, exproprient les paysans et les artisans, comme nous venons de le voir. La société socialiste mettra un terme à cette expropriation⁴⁰ . »

En dépit de leur style embrouillé, ces passages sont caractéristiques et Ledebour nous paraît avoir absolument raison lorsqu'il dit que les considérations politico-agraires de Kautsky sont en parfait accord avec la tactique de Vollmar. Et lorsque Kautsky s'irrite à cause de ces déductions si logiques, Ledebour a encore raison quand il dit : « Si Kautsky veut que son livre plein de contradictions soit compris différemment, il faut d'abord qu'il s'efforce d'être clair et qu'il refasse complètement ce livre. Un écrivain ne saurait être jugé que d'après ce qu'il a écrit et non d'après ce qu'il a voulu écrire. » Le fait est que Kautsky promet « un grand soulagement » (Erleichterung) aux petits paysans et qu'il croit possible la continuation de l'industrie petit-bourgeoise à côté de la production socialiste et collective. On ne veut donc exproprier que la grande industrie. Mais où tracera-t-on la ligne de démarcation ? Et lorsque Kautsky ajoute que « d'aucune façon on ne peut dire que la réalisation du programme social-démocrate exige, en toute circonstance, la confiscation des biens dont l'expropriation serait devenue nécessaire », il faudrait être frappé d'aveuglement pour ne pas voir que c'est Kautsky qui, dans sa brochure, tend la main à Vollmar. Il paraît étrange que l'on ne s'en soit jamais aperçu et, pour nous, c'est certainement une satisfaction d'avoir fait remarquer, le premier, les tendances petit-bourgeoises que renferme ce livre. Nous n'oserions pourtant pas affirmer, comme le fait Grillenberger, que Kautsky soit de cent lieues « plus à droite » que Vollmar et Schonlank.

Que Kautsky ait essayé de se laver de ces reproches, cela n'étonnera personne, mais nous doutons fort qu'il y ait réussi⁴¹ . Il attribue l'interprétation erronée de son livre à ce fait « que la conception matérialiste n'a pas encore suffisamment pénétré ces mauvais entendeurs ». Il distingue entre une certaine forme de propriété et un certain mode de production et nous devons voir dans son écrit non l'idée d'une continuation de la petite industrie dans la société socialiste, mais la conviction que la grande industrie socialiste y mettra plus vite un terme que, jusqu'ici, la grande industrie capitaliste n'a su le faire.

Après tout, il est possible que Kautsky ait voulu dire cela, mais on nous accordera qu'il ne l'a pas dit et Kautsky ne doit donc s'en prendre qu'à lui-même si son incorrecte et défectueuse manière de s'exprimer a donné lieu à une interprétation erronée.

Le Congrès de Cologne avait donné mandat à une commission de préparer un programme agraire pour le Congrès suivant de Breslau. La commission a fait son devoir et le programme agraire est publié.

Quel est le résultat ?

Un pas en avant dans la direction du socialisme d'État. Personne n'en peut être surpris, car c'est une conséquence fatale.

Dans les considérants du programme, on peut lire qu'on veut faire de l'agitation en restant dans le cadre de l'ordre existant de l'État et de la société. Figurez-vous bien qu'on veuille démocratiser les institutions publiques dans l'État et dans les communes en s'enfermant dans le cadre des lois de l'État prussien. Quel non-sens !

Le programme est incompréhensible, car il est écrit dans un jargon allemand, soi-disant philosophique, et s'adresse au paysan allemand comme le latin dans la liturgie catholique. Quand ce paysan l'aura lu, il secouera certainement la tête et il dira qu'il ne comprend rien à ce galimatias scientifique.

Seulement on peut constater que c'est l'État qui remplit dans le programme le rôle de providence terrestre. Le mot État se trouve au moins dix fois dans le programme. En voici les points principaux pour prouver ce que nous avons avoué plus haut :

NÂ° 7. L'établissement d'écoles industrielles et agricoles, de fermes modèles, de cours agricoles, de champs d'expérimentation agricoles.

NÂ° 11. La suppression de tous les privilèges résultant de certains modes de propriété foncière ; la suppression de certains modes d'héritage, sans indemnité, et aussi des charges et des devoirs, résultant de ces modes.

NÂ° 12. Le maintien et l'augmentation de la propriété foncière et publique et la transformation des biens de l'église en propriété sous le contrôle de la représentation.

Les communes auront un droit de préemption sur tous les biens vendus à la suite de saisies immobilières.

NÂ° 13. L'État et les communes devront louer à des associations agricoles ou à des paysans les biens domaniaux et commerciaux ou, lorsque cette méthode ne sera pas rationnelle, donner à bail à des paysans sous le contrôle de l'État ou de la commune.

NÂ° 14. L'État doit accorder des crédits aux syndicats pour améliorer la terre par des travaux d'irrigation ou de drainage.

L'État doit prendre à sa charge l'entretien des voies ferrées, routes et canaux, ainsi que l'entretien des digues.

NÂ° 15 L'État se charge des dettes hypothécaires et foncières et prend une rente égale aux frais.

NÂ° 16. Les assurances contre l'incendie, la grêle, les inondations et les épizooties seront monopolisées, et l'État devra étendre le système d'assurances à toutes les exploitations agricoles et accorder de larges indemnités en cas de catastrophes.

NÂ° 17. Les droits de pacage et d'affouage devront être modifiés de façon à ce que tous les habitants en profitent également.

Le droit de chasse ne sera plus un privilège et de larges indemnités devront être payées pour les dommages causés par le gibier.

La législation protectrice des ouvriers devra être étendue aux ouvriers agricoles.

On trouve aussi que pour la protection de la classe ouvrière, l'État fonde un office impérial de l'agriculture, des conseils d'agriculture dans chaque district et des chambres agricoles.

C'est l'État toujours, partout ! Hors l'État, point de salut !

Si ce n'est pas la du socialisme d'État, quel nom faut-il donner à un tel projet ? M. Liebknecht, qui dit toujours que la dernière lutte sera entre le socialisme d'État et la social-démocratie, devrait nous expliquer quelle est la différence entre le projet social-démocratique de la commission, dont il fut un des membres, et le socialisme d'État.

Nous conseillons à chacun de lire dans les petits pamphlets de Bastiat (Œuvres choisies chez Guillaumin) le chapitre de l'État et d'examiner sa définition, que « l'État est la grande fiction à travers laquelle tout le monde s'efforce de vivre aux dépens de tout le monde ».

Kautsky 42 a critiqué le projet de telle manière qu'il est tout à fait disloqué.

Nous allons donner quelques-unes de ses conclusions comme un bouquet de fleurs, et chacun pourra juger combien admirable était le programme proposé.

« Le projet supprime la caractéristique du parti entièrement ; il ne donne pas ce qui nous sépare des démocrates et des réformateurs sociaux, mais bien ce que nous avons de commun et ainsi on reçoit l'impression que la social-démocratie n'est qu'une sorte de parti réformateur démocratique.

» La social-démocratie déclare dans la partie principale du programme qu'il est impossible d'améliorer la position sociale de la classe prolétarienne dans la société actuelle. Quelques couches sociales peuvent arriver à un mode de vie qui, absolument, est plus élevé, mais, relativement, c'est-à-dire vis-à-vis de leurs exploités, la position doit empirer. Et dans le second parti nous considérons comme de notre devoir d'améliorer avant tout la position sociale de la classe prolétarienne.

» Nous n'avons plus un programme agraire démocratique mais un simple programme agraire ; non pas un programme, qui transporte la lutte des classes parmi les possédants et les non-possédants de la terre, mais un programme qui a pour but de subordonner la lutte des classes du prolétariat aux intérêts des propriétaires du sol.

» La commission agraire veut une augmentation considérable de la propriété de l'État dans le cadre de l'ordre actuel de l'État et de la société ». Mais qu'est-ce que cela signifie, sinon d'alimenter le Moloch militaire ? Les résultats de l'administration fiscale sont-ils si beaux ? La position des ouvriers de chemins de fer d'État et des mines d'État est-elle si excellente, si libre, qu'on doive souhaiter une augmentation du nombre d'esclaves étatistes en faveur de la lutte des classes ?

La commission elle-même a compris le danger de ses desiderata et c'est pourquoi elle y a ajouté : « sous le contrôle de la représentation du peuple, » mais Kautsky dit très bien : « la croyance dans l'influence miraculeuse de ce contrôle reste une pure fiction démocratique (Köhlerglaube⁴³), dans cette période de Panamisme, de majorités Crispiennes, de pillages des politiciens américains, etc. Le « contrôle de la représentation du peuple » ne donne pas du tout une garantie pour l'intégrité des affaires qui se feront à la campagne, ni pour l'amélioration de la position des ouvriers d'État.

Kautsky dit qu'on voulait que la commission agraire donnât : « Un programme, dans lequel l'harmonie des intérêts des propriétaires du sol et des non-propriétaires fût obtenue, c'est-à-dire la quadrature du cercle ». Très bien, mais pourquoi la commission acceptait-elle un mandat aussi insensé ? Est-ce que les social-démocrates, vieillissants dans le mouvement, n'ont pas prévu cela ?

« Les propositions de la commission agraire pour la défense de la classe ouvrière sont muettes sur la défense même des ouvriers agricoles ».

Un programme agraire social-démocratique qui ne change rien au mode de reproduction capitaliste est un non sens. Est-ce que cette critique est suffisante, oui ou non ?

* * *

Au Congrès de Breslau une lutte s'engagea entre les partisans et les ennemis du projet.

Mais quel changement de rôles !

Bebel, qui était encore, l'année d'avant, le défenseur des radicaux, l'ennemi des pitoyables tendances petit-bourgeoises dans le parti, s'était converti et fut l'avocat de la droite marchant avec Vollmar la main dans la main. Le Saul de l'année passée s'était changé miraculeusement en Paul et il fut le principal défenseur d'un programme qui ne mérite pas de place dans le cadre des revendications socialistes.

Max Schippel disait au congrès, que « dans le projet social-démocratique on trouvait à peine un desideratum qui ne fut pas dans les programmes des agrariens, des antisémites et des nobles, ces partis de la pire sorte », et il le nommait un « vol socialiste de propriété spirituelle »

Il qualifie le projet chancelant de « charlatanisme politique » et il finissait par ces mots : « nous voulons aussi conquérir les paysans, mais nous ne voulons pas briser le cheval avec sa queue. Rejetez le projet et épargnez-nous la honte de faire notre entrée dans les campagnes comme l'abbé de Bürger : « retourné sur son âne, avec la queue

dans la main au lieu de la bride. »

Kautsky secondant Schippel émit l'opinion que les social-démocrates scindaient leur propre parti avec un tel programme, car ils commençaient par déclarer qu'on ne peut pas sauver les petits paysans, puisqu'ils sont condamnés impitoyablement à mort, et leur offraient ensuite un programme agraire, panacée de salut. « Le système actuel de la propriété foncière conduit à la dévastation, à la rapine du sol.

Chaque amélioration de la production agricole dans la société actuelle est une amélioration des moyens d'exploitation du sol. Et pour obtenir ces résultats, dont l'avantage est problématique nous prenons le chemin glissant du socialisme d'État. »

Très bien, seulement nous disons que la social-démocratie allemande s'est avancée déjà beaucoup dans cette direction comme la social-démocratie française et belge.

Quand nous voulons « agir positivement pour la défense des paysans, il ne nous reste que le socialisme d'État, et la commission agraire a accepté cette conséquence. » On disait même : « quand nous acceptons les propositions de la commission, nous sommes les défenseurs du paysan comme propriétaire. »

Les social-démocrates, défenseurs des propriétaires, qui pouvait penser à cela il y a quelques années !

Liebkecht suivit sa méthode ordinaire. Il commença par dire qu'il ne s'agissait pas des principes, mais seulement de la tactique. On connaît l'élasticité de ce « soldat de la révolution », qui a dit qu'il change de tactique vingt-quatre fois par jour, si cela lui semble bon. Comme jongleur habile il change une question de principe en une question de tactique, et le tour est joué. Il marchait d'accord avec Bebel et disait : « Quiconque ne veut pas démocratiser dans le cadre des relations existantes, doit écarter toute la seconde partie de notre programme. »

Eh bien, les socialistes hollandais, quoique rarement d'accord avec Liebknecht, avaient déjà rejeté cette seconde partie longtemps avant le conseil correct de Liebknecht.

A la fin de la discussion on a renvoyé la question aux Calendes grecques. Mais nous croyons que Bebel a raison, quand il dit : A quoi bon ? on ne vide pas une question en la remettant. Non, elle reviendra jusqu'à ce que la social-démocratie ait décidé qu'elle passe à l'ordre du jour, c'est-à-dire qu'elle reste socialiste ou bien qu'elle soit recueillie par les radicaux dans leur programme de réformes.

La résolution de Kautsky et autres, acceptée par le Congrès, est celle-ci :

Le Congrès décide :

De rejeter le projet de programme agraire ; car ce programme ouvre aux paysans la perspective d'améliorer leur position, donc fortifie la propriété privée et favorise la résurrection de leur fanatisme propriétaire ;

Déclare que l'intérêt de la production du sol dans l'ordre social actuel est en même temps l'intérêt du prolétariat, et que, cependant, l'intérêt de la culture comme l'intérêt de l'industrie, sous le régime de la propriété privée des moyens de production, est l'intérêt des possesseurs des moyens de production, des exploiters du prolétariat. Le projet donne aussi de nouveaux moyens à l'État exploiteur et aggrave la lutte des classes, et enfin donne à l'état capitaliste une tâche, que seul pourrait remplir d'une manière suffisante, un État dans lequel le prolétariat aurait conquis la force politique.

Le congrès reconnaît que l'agriculture a ses lois particulières, qui sont très différentes de celles de l'industrie, et qu'il faut étudier si la social-démocratie veut développer à la campagne une activité féconde. Il donne le mandat au conseil général du parti de confier à un certain nombre de personnes la charge d'étudier les conditions agraires allemandes, en faisant usage des données que la commission agraire a déjà recueillies, et de publier le résultat de ces études dans une série de traités sous le nom de Recueil des traités politiques agraires du parti social-démocratique en Allemagne.

Le conseil général reçoit l'autorisation de donner aux personnes auxquelles on a confié cette tâche l'argent nécessaire pour la remplir d'une manière convenable.

On espérait éviter les écueils en acceptant cette résolution, mais on a simplement reculé et il faudra se rallier à gauche ou à droite.

Quand Calwer a lu ce projet, il a pu répéter ces paroles : « Nous cinglons joyeusement avec des procédés théoriques vers un socialisme petit-bourgeois idéal, qui est en réalité réactionnaire et utopiste. »

La Gazette de Francfort écrivait très bien :

« Quand le programme agraire sera accepté, la pratique et la concurrence électorale feront le reste, de sorte que le parti se montrera carrément réformateur, un parti ayant premièrement pour but de démocratiser les institutions publiques dans l'État et la commune, d'améliorer la condition sociale de la classe ouvrière, de hausser l'industrie, l'agriculture, le commerce et les communications, dans le cadre de l'ordre actuel de l'État et de la société. Cette nouvelle définition de la position de la social-démocratie, qui écarte naturellement toute aspiration vers l'État futur, s'accorde tout à fait avec la position de la démocratie bourgeoise, en ce qui concerne le contenu du programme. Nous n'approuvons pas tous les détails du nouveau programme, mais cette position elle-même peut être acceptée pour tout parti avancé, qui veut être social ... La social-démocratie montre sa bonne volonté, pour coopérer à l'amélioration des conditions actuelles. »

La critique du programme dans les journaux social-démocrates a été dure et surtout dans le sens désapprobatif. Dans un des journaux (Sächsische Arbeiterzeitung) on a demandé : « qu'est-ce qu'on trouve de socialiste dans ce projet ? Les desiderata du programme peuvent tous être acceptés par la démocratie agraire. »

La question agraire était d'une importance telle que Frédéric Engels se crut obligé de s'en occuper et, dans un intéressant article, il traita du problème agraire en France et en Allemagne⁴⁴ .

Quand on lit cet article, on admire l'habileté avec laquelle Engels, tout en ménageant leur susceptibilité, critique les marxistes français au sujet de leur programme pour les travailleurs agraires. Quelle différence dans les procédés. Si Eugene Dühring avait osé proposer la moitié des mesures adoptées par les marxistes français dans leur Congrès de Mantes (1894), Engels l'eût cloué au pilori comme ignorant et imbécile. Mais lorsqu'il s'agit des marxistes français, lesquels, en ce qui concerne l'« embourbement », ont dépassé depuis longtemps leurs frères allemands, Engels applique la méthode que les Anglais appellent the give-and-take-criticism et distribue tour à tour des coups et des caresses. Le lecteur attentif y découvre entre les lignes l'énumération de toutes les fautes commises. Mais à chaque bout de phrase, Engels, miséricordieux, ajoute : « Nos amis français ne sont pas aussi méchants qu'ils en ont l'air. » Engels énumère leurs demandes en faveur des petits agriculteurs ;

- » Achat par la commune de machines agricoles et leur location au prix de revient aux travailleurs agricoles ;
- » Création d'associations de travailleurs agricoles pour l'achat des engrais, de grains, de semences, de plantes, etc., et pour la vente des produits ;
- » Suppression des droits de mutation pour les propriétés au-dessous de 5,000 francs ;
- » Réduction par des commissions d'arbitrage, comme en Irlande, des baux de fermage et de métayage et indemnité aux fermiers et aux métayers sortants pour la plus-value donnée à la propriété ;
- » Suppression de l'article 2102 du Code civil, donnant au propriétaire un privilège sur la récolte ;
- » Suppression de la saisie-brandon, c'est-à-dire des récoltes sur pied ; constitution pour le cultivateur d'une réserve insaisissable, comprenant les instruments aratoires, le fumier et les têtes de bétail indispensables à l'exercice de son métier ;
- » Révision du cadastre et, en attendant la réalisation générale de cette mesure, révision parcellaire pour les communes ;
- » Cours gratuits d'agronomie et champs d'expérimentations agricoles⁴⁵ . »

Et ensuite il écrit : « On voit que les demandes en faveur des paysans ne vont pas loin. Une partie en a déjà été réalisée ailleurs. Des tribunaux d'arbitrage pour les métayers seront organisés d'après le modèle irlandais. Des associations coopératives de paysans existent déjà dans les provinces rhénanes. La révision du cadastre, souhait de tous les libéraux et même des bureaucrates, est constamment remise en question dans toute l'Europe occidentale. Toutes les autres clauses pourraient aussi bien être réalisées sans porter la moindre atteinte à la société bourgeoise existante. »

C'est la caractéristique du programme.

Et pourquoi ?

« Avec ce programme, le parti a si bien réussi auprès des paysans dans les contrées les plus diverses de la France, - l'appétit vient en mangeant ! - que l'on fut tenté d'encore mieux l'assaisonner au goût des paysans. On se rendit très bien compte du dangereux terrain où on allait s'engager. Comment alors venir en aide au paysan, non en sa qualité de futur prolétaire mais en tant que paysan-proprétaire actuel, sans renier les principes du programme socialiste général ? »

A cette question on répondit en faisant précéder le programme par une série de considérations théoriques, tout comme l'avaient fait les socialistes allemands, belges et hollandais. Oui, certes, tous nous avons commis cette erreur, et, pour notre part, nous en faisons très franchement l'aveu. Tous nous avons eu un programme contenant les principes socialistes et ou même l'idée communiste fondamentale : De chacun selon ses facultés, à chacun selon ses besoins, trouva son expression. Ensuite venait l'énumération des soi-disant réformes pratiques qui pourraient être réalisées immédiatement dans la société actuelle. Ainsi se rencontrèrent de fait deux éléments absolument hétérogènes : d'un côté les communistes purs, acceptant les « considérants », sans d'ailleurs s'occuper des « réformes pratiques » et, d'autre part, les partisans de ces réformes, lesquels, sans y attacher la moindre valeur, acceptaient aussi les « considérants », en même temps que le « programme pratique ». Par suite du développement des idées, l'illogisme de cette situation se manifesta de plus en plus et, finalement, les vrais socialistes et les réformateurs se séparèrent⁴⁶ .

Voilà la lutte qui se livre entre les différentes tendances dans le parti socialiste même.

Et voyez les beaux résultats auxquels on arrive !

Dans tel « considérant » on déclare que la propriété parcellaire est irrémédiablement condamnée à disparaître, et aussitôt après on affirme qu'au socialisme incombe l'impérieux devoir de maintenir en possession de leur morceau de terre les petits paysans producteurs, et de les protéger contre le fisc, l'usure et la concurrence des grands cultivateurs⁴⁷ .

On pense ainsi conduire la population agricole à l'idéal collectiviste : la terre au paysan.

Sans insister davantage sur l'illogisme de cette formule, à laquelle nous préférons celle-ci : la terre à tous, nous croyons cependant devoir faire remarquer que la réalisation de ces vœux nous éloignerait plus que jamais de l'idéal. Toutes ces réformes, en effet, ont pour but de prolonger artificiellement l'existence des petits agriculteurs ; des laboureurs salariés, des véritables travailleurs de la terre, il est à peine fait mention.

De simples radicaux pourraient parfaitement souscrire à un tel programme, qui est tout plutôt que socialiste.

Il est temps de se mettre en garde !

On veut donc sauver ce qui est irrémisiblement perdu !

Quelle logique !

Il est assez naturel que Engels finisse par s'en apercevoir et qu'il s'écrie : « Combien aisément et doucement on glisse une fois que l'on est sur la pente. Si maintenant le petit, le moyen agriculteur d'Allemagne vient s'adresser aux socialistes français pour les prier d'intervenir en sa faveur auprès des social-démocrates allemands afin que ceux-ci le protègent pour pouvoir exploiter ses domestiques et ses servantes et qu'il se base, pour justifier cette intervention, sur ce qu'il est lui-même victime de l'usurier, du percepteur, du spéculateur en grains et du marchand de bétail, - que pourront-ils bien lui répondre ? Et qui leur garantit que nos grands propriétaires terriens ne leur enverront pas leur comte Kanitz qui, lui-même, a proposé la monopolisation (Verstaatlichung) de l'importation du blé, afin d'implorer également l'aide des socialistes pour l'exploitation des travailleurs agricoles, arguant, eux aussi, du traitement qu'ils ont à subir de la part des usuriers et des spéculateurs en argent et en grains ? »

Il est difficile de dire les choses d'une façon plus nette, et, néanmoins, aussitôt après les avoir dites, Engels plaide les circonstances atténuantes. Il affirme qu'il s'agit ici d'un cas exceptionnel, spécial aux départements septentrionaux de la France, où les paysans louent des terrains avec l'obligation qui leur est imposée d'y cultiver des betteraves et dans des conditions très onéreuses. En effet, ils s'obligent à vendre leurs betteraves aux usuriers contre un prix fixé d'avance, à ne cultiver qu'une certaine espèce de betteraves, à employer une certaine quantité d'engrais. Par dessus le marché ils sont encore horriblement volés à la livraison de leurs produits.

Mais la situation, à quelques particularités près, n'est-elle pas partout la même dans l'Europe occidentale ? Si l'on veut prendre sous sa protection une certaine catégorie de paysans, on doit en convenir loyalement. Engels a parfaitement raison lorsqu'il dit : « La phrase, telle quelle, dans sa généralité sans limites, est non seulement un reniement direct du programme français, mais du principe fondamental même du socialisme, et ses rédacteurs n'auront pas le droit de se plaindre si la rédaction défectueuse en a été exploitée contre leur intention et de la façon la plus différente. »

Le désaveu est on ne peut plus catégorique.

Et comme nous pensons avec Engels quand il dit : « COMBIEN AISÉMENT ET DOUCEMENT ON GLISSE, UNE FOIS SUR LA PENTE ! » Cela devrait être inscrit au frontispice de tous les locaux de réunion et en tête de tous les journaux socialistes. Et si on ne veut pas écouter ma voix, il faut espérer qu'Engels du moins obtiendra plus de succès. Ou bien les social-démocrates sont-ils déjà tombés si bas qu'on puisse dire d'eux : « Quand même un ange (Engels) descendrait du ciel, ils ne l'écouteraient pas ? »

Ceci s'applique aux « considérants ». Mais bien des points du programme aussi « trahissent la même légèreté de rédaction que ces considérants ». Prenons par exemple cet article : Remplacement de tous les impôts directs par un impôt progressif sur le revenu, sur tous les revenus au-dessus de 3,000 francs. On trouve cette proposition dans presque tous les programmes social-démocrates ; mais ici on a ajouté - bizarre innovation ! - que cette mesure s'appliquerait spécialement aux petits agriculteurs. Ce qui prouve combien peu on en a compris la portée. Engels cite l'exemple de l'Angleterre. Le budget de l'État y est de 90 millions de livres sterling ; l'impôt sur le revenu y est compris pour 13 1/2 à 14 millions, tandis que les autres 76 millions sont fournis en partie par le revenu des postes et télégraphes et du timbre, et le reste par les droits d'entrée sur des articles de consommation. Dans la société actuelle il est quasi-impossible de faire face aux dépenses d'une autre façon. Supposons que la totalité de ces 90 millions de livres sterling doive être fournie par l'imposition progressive de tous les revenus de 120 livres (3,000 francs) et au-dessus. L'augmentation annuelle et moyenne de la richesse nationale a été, selon Giffen, de 1865 à 1875, de 240 millions de livres sterling. Supposons qu'elle soit actuellement de 300 millions. Une imposition de 90 millions engloutirait presque un tiers de cette augmentation. En d'autres termes, aucun gouvernement ne peut entreprendre une pareille chose, si ce n'est un gouvernement socialiste. Et lorsque les socialistes auront le pouvoir en mains, il est à espérer qu'ils prendront de tout autres mesures que cette réforme insignifiante.

De tout cela on se rend bien compte et voilà pourquoi on fait miroiter aux yeux des paysans - « en attendant » ! - la suppression des impôts fonciers pour tous les paysans cultivant eux-mêmes leurs terres et la diminution de ces impôts pour tous les terrains chargés d'hypothèques. Mais la deuxième moitié de cette réforme applicable seulement aux fermes considérables serait favorable à d'autres que le paysan. Elle le serait aussi aux paysans exploités « d'ouvriers ».

Avec de nouvelles lois contre l'usure et d'autres réformes du même genre on n'avance pas d'un pas : il est donc tout à fait ridicule de les prôner.

Et quel est le résultat pratique de toutes ces choses illogiques ?

»Bref, après le pompeux élan théorique des « considérants », les parties pratiques du nouveau programme agraire ne nous expliquent pas comment le parti ouvrier français compte s'y prendre pour laisser les petits paysans en possession de leur parcellaire propriété qui, selon cette même théorie, est vouée à la ruine. »

Or, ceci n'est autre chose qu'une simple duperie, (Bauernfaengerei) à la manière de Vollmar et de Schonlank. Cela fait gagner des voix aux élections, Engels est bien forcé de le reconnaître et le fait loyalement : « Ils s'efforcent, autant que possible, à gagner les voix du petit paysan, pour les prochaines élections générales. Et ils ne peuvent atteindre ce but que par des promesses générales et risquées, pour la défense desquelles ils se voient obligés de formuler des considérants théoriques plus risqués encore. En y regardant de plus près on voit que ces promesses générales se contredisent elles-mêmes (l'assurance de vouloir conserver un état de choses que l'on déclare impossible) et que les autres mesures, ou bien seront absolument dérisoires (lois contre l'usure) ou répondront aux exigences générales des ouvriers, ou bien que ces règlements ne profiteront qu'à la grande propriété terrienne, ou encore seront de ces réformes dont la portée n'est d'aucune importance pour l'intérêt du petit paysan. De sorte que la partie directement pratique du programme pallie de soi-même la première tendance marquée et réduit les grands mots à aspect dangereux des considérants à un règlement tout à fait inoffensif. »

Il y a encore un danger dans cette méthode. Car si nous réussissons ainsi à gagner le paysan, il se révoltera contre nous dès qu'il verra que nos promesses ne se réalisent pas. « Nous ne pouvons considérer comme un des nôtres le petit paysan qui nous demande d'éterniser sa propriété parcellaire, pas plus que le petit patron qui essaie de toujours rester patron. »

Il serait difficile d'imaginer une critique plus véhémente et nous sourions lorsque nous voyons Engels flatter les frères français : « Je ne veux pas abandonner ce sujet sans exprimer la conviction, qu'au fond les rédacteurs du programme de Nantes sont du même avis que moi. Ils sont trop intelligents pour ne pas savoir que ces mêmes terrains qui actuellement sont propriété parcellaire, sont destinés à devenir propriété collective. Ils reconnaissent eux-mêmes que la propriété parcellaire est condamnée. L'exposé de Lafargue au Congrès de Nantes confirme du

tout au tout cette opinion. La contradiction dans les termes du programme indique suffisamment que ce que les rédacteurs ne disent n'est pas ce qu'ils voudraient dire. Et s'ils ne sont pas compris, et si leurs expressions sont mal interprétées, comme cela est arrivé, en effet, la faute en est à eux.

Quoi qu'il en soit, ils seront obligés d'expliquer plus clairement leur programme et le prochain congrès français devra le réviser entièrement. »

Que ces paroles sont conciliantes ! Engels dit en d'autres termes : Il ne faut pas trop leur en vouloir pour ce qu'ils disent. Nous savons tous ce que parler veut dire ! Mais il ne paraît pas comprendre que par de semblables excuses il place ses amis dans une situation peu favorable. Au lieu de faire croire à un mensonge inconscient, il dépeint leur façon de faire comme une duperie volontaire. Les social-démocrates français ont plein droit de s'écrier en présence des amabilités de Frédéric Engels : Dieu nous préserve de nos amis !

* * *

Par ce qui précède nous croyons avoir suffisamment démontré comment les social-démocrates, une fois sur cette route, ont continué à marcher dans cette voie.

Bebel, qui était de la « glissade », s'est tout à coup ressaisi en s'apercevant que Vollmar était homme à revendiquer la responsabilité de ses actes. Vollmar, en effet, dit : « Ce que je fais et ce qu'on me reproche a toujours été la ligne de conduite du parti tout entier. » Pour notre part nous sommes convaincus que Bebel n'osera pas aller jusqu'au bout, car en ce cas il lui faudrait rompre avec son parti et reconnaître, implicitement, que les jeunes avaient raison en se méfiant.

La paix, un moment troublée, est déjà rétablie dans les rangs des social-démocrates allemands. Le cas Bebel-Vollmar appartient au passé et les deux champions reprennent fraternellement leur place dans les rangs. L'imbécile proposition de loi connue sous le nom de « Anti-Umsturzvorlage » a beaucoup contribué à cette réconciliation⁴⁸. Cette proposition de loi elle-même prouve que le vieil esprit bismarckien a finalement triomphé chez l'empereur.

Rien, pour le développement du socialisme autoritaire, ne vaut des lois d'exception et des persécutions. Aussi n'est-ce pas un hasard que ce socialisme-là prédomine, surtout en Allemagne.

Combien vraies sont ces paroles de Bakounine : « La nation allemande possède beaucoup d'autres qualités solides qui en font une nation tout à fait respectable : elle est laborieuse, économe, raisonnable, studieuse, réfléchie, savante, grande raisonneuse et amoureuse de la discipline hiérarchique en même temps et douée d'une force d'expansion considérable ; les Allemands, peu attachés à leur propre pays, vont chercher leurs moyens d'existence partout et, comme je l'ai déjà observé, ils adoptent facilement, sinon toujours heureusement, les mœurs et les coutumes des pays étrangers qu'ils habitent. Mais à côté de tant d'avantages indiscutables, IL LEUR EN MANQUE UN : L'AMOUR DE LA LIBERTÉ, L'INSTINCT DE LA RÉVOLTE. Ils sont le peuple le plus résigné et le plus obéissant du monde. Avec cela ils ont un autre grand défaut : c'est l'esprit d'accaparement, d'absorption systématique et lente, de domination, ce qui en fait, dans ce moment surtout, la nation la plus dangereuse pour la liberté du monde⁴⁹. »

Cette citation nous montre le contraste entre les deux courants incarnés dans ces deux hommes : Bakounine et Marx. La lune que nous avons à soutenir actuellement dans le camp socialiste n'est en somme que la continuation de celle qui divisait l'ancienne « Internationale ».

Marx était le représentant attitré du socialisme autoritaire. En disant cela, je sais à quoi je m'expose. On m'accusera de sacrilège commis contre la mémoire de Marx. Accusation étrange, ainsi formulée contre un homme qui aime s'appeler élève de Marx et qui s'est efforcé de populariser son chef-d'œuvre : Das Kapital, par la publication d'une brochure tirée de ce livre.

Autant que qui que ce soit, je respecte Marx. Son esprit génial a fait de lui un Darwin sur le terrain économique. Qui donc ne rendrait volontiers hommage à un homme, qui, par sa méthode scientifique, a forcé la science officielle à l'honorer ? Son adversaire Bakounine lui-même ne reste pas en arrière pour témoigner de Marx que sa « science économique était incontestablement très sérieuse, très profonde », et qu'il est un « révolutionnaire sérieux, sinon toujours très sincère, qu'il veut réellement le soulèvement des masses ». Son influence fut tellement puissante que ses disciples en arrivèrent à une sorte d'adoration du maître. Ce que la tradition rapporte de Pythagore, à savoir que le autotzépha (grec : il l'a dit) mettait fin, chez ses disciples, à toute controverse, s'applique aujourd'hui à l'école de

Marx. La marxolâtrie est comme la vénération que certaines personnes ont pour la Bible. Il existe même une science, celle des commentaires officiels et, sous l'inspiration d'Engels, chaque déviation du dogme est stigmatisée comme une hérésie et le coupable est jeté hors du temple des fidèles. Moi-même, à un moment donné, j'ai senti cette puissance occulte, hypnotisé comme je l'étais par Marx, mais graduellement, surtout par suite de la conduite des fanatiques gardiens postés sur les murs de la Sion socialiste, je me suis ressaisi, et sans vouloir attenter à l'intégrité de Marx, je me suis aperçu aussi qu'il a été l'homme du socialisme autoritaire. Il est vrai que ses disciples l'ont dépassé en autoritarisme.

On se rappelle peut-être la discussion sur la priorité de la découverte d'idée entre Rodbertus et Marx au sujet de la question de la « plus-value », traitée par Engels dans sa préface à la brochure de Marx contre Proudhon⁵⁰. Pour notre part, nous avons toujours jugé ridicule cette question, car qui pourrait bien se vanter d'avoir, le premier, trouvé telle idée ? Les idées sont dans l'air. En même temps que Darwin, Wallace et Herbert Spencer avaient des idées analogues sur la loi naturelle de l'évolution. Et si l'on appelle Rodbertus le père du socialisme étatiste, il nous semble qu'il partage cet honneur avec Marx lequel, très réellement, était un partisan décidé du socialisme d'État. « Les marxistes sont adorateurs du pouvoir de l'État et nécessairement aussi les prophètes de la discipline politique et sociale, les champions de l'ordre établi de haut en bas, toujours au nom du suffrage universel et de la souveraineté des masses, auxquelles on réserve le bonheur et l'honneur d'obéir à des chefs, à des maîtres élus. Les marxistes n'admettent point d'autre émancipation que celle qu'ils attendent de leur État soi-disant populaire. Ils sont si peu les ennemis du patriotisme que leur Internationale même porte trop souvent les couleurs du pangermanisme. Il existe entre la politique bismarckienne et la politique marxiste une différence sans doute très sensible, mais entre les marxistes et nous il y a un abîme. »

Il y a une équivoque, qui fut éclaircie peu à peu.

En mars 1848, le Conseil général de la fédération communiste (Kommunistenbund) formulait ses desiderata et on y parle surtout de l'État. Par exemple : n° 7 : les mines, les carrières, les biens féodaux, etc., propriété de l'État ; n° 8 : les hypothèques, propriété de l'État, la rente payée par les paysans à l'État ; n° 9 : la rente foncière ou la ferme payée comme impôt à l'État ; n° 11 : les moyens de communication : les chemins de fer, les canaux, les bateaux à vapeur, les routes, la poste, etc., dans les mains de l'État. Ils sont changés en propriété d'État et mis à la disposition de la classe des déshérités ; n° 16 : établissement des ateliers nationaux. L'État garantit l'existence à tous les ouvriers et prend soin des invalides.

Selon ce manifeste, les prolétaires doivent combattre chaque effort tendant à donner les biens féodaux expropriés en libre propriété aux paysans. Les biens doivent rester biens nationaux et être transformés en colonies ouvrières. Les ouvriers doivent faire tout le possible pour centraliser le pouvoir entre les mains de l'État contrairement à ceux qui veulent fonder la république fédéraliste.

Voilà le pur socialisme d'État et qui le nierait ignore ce que veut le socialisme d'État.

Mais on suivait alors la même méthode que maintenant, on était irréductible sur les principes dans les considérants, et on devenait opportuniste dans les desiderata pratiques en oubliant la signification des considérants.

Comment peut-on accorder avec ces desiderata pratiques l'opinion suivante de la fédération communiste en mars 1850 : « les ouvriers doivent veiller à ce que l'insurrection révolutionnaire immédiate ne soit pas supprimée directement après le triomphe. Leur intérêt est au contraire de la continuer aussi longtemps que possible. Au lieu de supprimer les soi-disant excès, on doit non seulement tolérer mais prendre la direction de la vengeance populaire contre les personnes les plus haïes ou les édifices publics. » Les intérêts des ouvriers sont opposés à ceux de la bourgeoisie, qui veut tirer profit de l'insurrection pour elle-même et frustrer le prolétariat des fruits du triomphe. Plus loin : « nous avons vu comment les démocrates prendront la direction des mouvements, comment ils seront obligés de proposer des mesures plus ou moins socialistes. On demandera quelles mesures les ouvriers vont opposer à ces propositions. Les ouvriers ne peuvent naturellement demander au début du mouvement des mesures purement communistes, mais ils peuvent :

1° Forcer les démocrates à modifier l'ordre social actuel, à troubler la marche régulière et à se compromettre eux-mêmes ;

2° Amener les propositions des démocrates, qui ne sont pas révolutionnaires mais seulement réformatrices, à se transformer en attaques directes contre la propriété privée. Par exemple : quand les petits bourgeois proposent d'acheter les chemins de fer et les fabriques, les ouvriers exigent leur confiscation sans indemnité comme propriété des réactionnaires ; quand les démocrates proposent les impôts proportionnels, les ouvriers exigent les impôts progressifs ; quand les démocrates proposent une progression modérée, les ouvriers exigent une progression qui

ruine le grand capital ; quand les démocrates proposent une réduction des dettes nationales, les ouvriers exigent la banqueroute de l'État. » Et leur manifeste finit avec ces mots : « leur devise dans la lutte (c'est-à-dire, celle du parti prolétarien) doit être la révolution en permanence. »

Quelle différence avec la tendance étatiste des premiers desiderata ! Marx ne savait pas précisément ce qu'il voulait et c'est pourquoi tous les deux ont raison, M. le professeur Georg Adler, qui met le doigt sur les tendances anarchistes de Marx et M. Kautsky, qui affaiblit la signification des paroles de Marx et signale ses idées centralistes, car le premier cite la première moitié, les considérants, et le second la seconde moitié avec les desiderata pratiques⁵¹ .

Contre ces traits caractéristiques des marxistes, il n'y a pas grand'chose à dire. Et si jadis j'ai pu croire qu'il ne fallait pas attribuer à Marx la tactique que ses partisans aveugles ont déclarée la seule salutaire, j'ai fini par me rendre compte que Marx lui-même suivrait cette direction. J'en ai acquis la certitude par la lecture de cette lettre de Bakounine ou il écrit : « Le fait principal, qui se retrouve également dans le manifeste rédigé par M. Marx en 1864, au nom du conseil général provisoire et qui a été éliminé du programme de l'Internationale par le Congrès de Genève, c'est la CONQUÊTE DU POUVOIR POLITIQUE PAR LA CLASSE OUVRIÈRE. On comprend que des hommes aussi indispensables que MM. Marx et Engels soient les partisans d'un programme qui, en consacrant et en préconisant le pouvoir politique, ouvre la porte à toutes les ambitions. Puisqu'il y aura un pouvoir politique, il y aura nécessairement des sujets travestis républicainement en citoyens, il est vrai, mais qui n'en seront pas moins des sujets, et qui comme tels seront forcés d'obéir, parce que sans obéissance il n'y a point de pouvoir possible. On m'objectera qu'ils n'obéissent pas à des hommes mais à des lois qu'ils auront faites eux-mêmes. A cela je répondrai que tout le monde sait comment, dans les pays les plus démocratiques les plus libres mais politiquement gouvernés, le peuple fait les lois, et ce que signifie son obéissance à ces lois. Quiconque n'a pas le parti pris de prendre des fictions pour des réalités, devra bien reconnaître que, même dans ces pays, le peuple obéit non à des lois qu'il fait réellement, mais qu'on fait en son nom, et qu'obéir à ces lois n'a jamais d'autre sens pour lui que de le soumettre à l'arbitraire d'une minorité tutélaire et gouvernante quelconque, ou, ce qui veut dire la même chose, d'être librement esclave. »

Nous voyons que « la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière » fut déjà son idée fixe et lorsqu'il parlait de la dictature du prolétariat, ne voulait-il pas parler en réalité de la dictature des meneurs du prolétariat ? En ce cas, il faut l'avouer, le parti social démocrate allemand a suivi religieusement la ligne de conduite tracée par Marx. L'idéal peut donc se condenser dans ces quelques mots : « L'assujettissement politique et l'exploitation économique des classes. » Il est impossible de se soustraire à cette logique conclusion lorsqu'on vise à « la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière » avec toutes ses inévitables conséquences. Lorsque Bebel - au congrès de Francfort - dit, et fort justement : « Si les paysans ne veulent pas se laisser convaincre nous n'aurons pas à nous occuper des paysans. Leurs préjugés, leur ignorance, leur étroitesse d'esprit ne doivent pas nous pousser à abandonner en partie nos principes », et qu'en s'adressant aux députés bavarois il ajoute ceci : « Vous n'êtes pas les représentants des paysans bavarois, mais d'intelligents ouvriers industriels », il ne fit que répéter ce que Bakounine avait déjà dit en 1872. D'après Bakounine, en effet, les marxistes s'imaginent que « le prolétariat des villes est appelé aujourd'hui à détrôner la classe bourgeoise, à l'absorber et à partager avec elle la domination et l'exploitation du prolétariat des campagnes, ce dernier paria de l'histoire, sauf à celui-ci de se révolter et de supprimer toutes les classes, toutes les dominations, tous les pouvoirs, en un mot tous les États plus tard ». Et comme il apprécie bien la signification des candidatures ouvrières pour les corps législatifs lorsqu'il écrit : « C'est toujours le même tempérament allemand et la même logique qui les conduit directement, fatalement dans ce que nous appelons le socialisme bourgeois, et à la conclusion d'un pacte politique nouveau entre la bourgeoisie radicale, ou forcée de se faire telle ; et la minorité intelligente, respectable, c'est-à-dire embourgeoisée du prolétariat des villes, à l'exclusion et au détriment de la masse du prolétariat, non seulement des campagnes mais des villes. Tel est le vrai sens des candidatures ouvrières aux parlements des États existants et celui de la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière. »

Encore une fois, que peut-on raisonnablement objecter à cette argumentation ? Et c'est vraiment étrange que cette lettre inédite de Bakounine, qui parut à la fin de l'année dernière, ait été absolument ignorée par les social-démocrates allemands. Pour dire vrai, cela n'est pas étrange du tout, mais au contraire fort naturel. Car ces messieurs ne désirent nullement se placer sur un terrain où leur socialisme autoritaire est aussi clairement et aussi véridiquement exposé et combattu.

On sait que Marx lui-même pensait de cette façon, et nous ne comprenons pas qu'Engels, qui si pieusement veilla sur l'héritage spirituel de son ami, contemplât, en l'approuvant, le mouvement allemand, quoique dans ses

productions scientifiques, il se montrât quelque peu anarchiste.

D'étranges révélations ont cependant été faites au sujet de la situation de Marx vis-à-vis du programme social-démocrate allemand. Car, alors qu'universellement Marx était considéré comme le père spirituel de ce programme, - depuis 1875 le programme du parti, - on a appris par un article qu'Engels publia en 1891 dans la *Neue Zeit* contre le désir formel de Bebel, que Marx, loin d'avoir été l'inspirateur de ce programme, l'avait véhémentement combattu et qu'on l'avait adopté malgré lui. La fraction social-démocrate du Reichstag s'est donc rendue coupable d'un véritable abus de confiance et rien n'a autant aidé à ébranler ma confiance dans les chefs du parti allemand que cette inexcusable action. Quinze ans durant on a laissé croire aux membres du parti que leur programme avait été élaboré avec l'approbation de Marx, et le plus étonnant est que cela se soit fait avec l'assentiment tacite de Marx et d'Engels qui, ni l'un ni l'autre, ne se sont opposés à cette *pia fraus*. Des chefs de parti qui se permettent de pareilles erreurs sont certes capables de bien d'autres choses encore. Voyons dans quels termes réprobateurs, anéantissants même, Marx critique ce programme : « Il est de mon devoir de ne pas accepter, même par un silence diplomatique, un programme qu'à mon avis il faudrait rejeter comme démoralisant le parti. » Ce qui n'empêche nullement Marx de se taire et de ne pas protester, le programme une fois adopté. En ce qui concerne la partie « pratique » du programme, Marx dit : « Ses réclamations politiques ne contiennent pas autre chose que l'antique et universelle litanie démocratique : suffrage universel, législation directe, droit populaire, etc. Elles ne sont qu'un écho du parti du peuple (*Volkspartei*) bourgeois et de la ligue de la paix et de la liberté⁵². » Et pour de pareilles fariboles on engagerait la lutte contre le monde entier ! Pour des niaiseries semblables nous risquerions la prison, voire même la potence ! Et plus loin : « Le programme tout entier, malgré ses fioritures démocratiques, est complètement empoisonné par la croyance de « sujet à l'État » de la secte lassallienne, ou bien, ce qui ne vaut guère mieux, par la croyance aux merveilles démocratiques, ou, plutôt, par le compromis entre ces deux sortes de croyance aux miracles, toutes deux également éloignées du socialisme. »

Marx dit encore : « Quel changement l'État subira-t-il dans une société communiste ? En d'autres termes : Quelles fonctions sociales subsisteront, analogues aux fonctions actuelles de l'État ? A cette question, il faut une réponse scientifique et on n'approche pas d'un saut de puce de la solution en faisant mille combinaisons du mot peuple avec le mot État. Entre la société capitaliste et la société communiste il y a la période transitoire révolutionnaire. A celle-ci correspond une période transitoire politique dont la forme ne saurait être que la dictature révolutionnaire du prolétariat. » Fort judicieusement, Merlino dit à ce sujet : « Marx a bien prévu que l'État sombrerait un jour, mais il a renvoyé son abolition au lendemain de l'abolition du capitalisme, comme les prêtres placent après la mort le paradis. »

Une lamentable mystification a donc eu lieu ici, contre laquelle on ne saurait trop protester.

Au congrès de Halle, dit Merlino, les social-démocrates se sont démasqués : ils ont publiquement dit adieu à la révolution et désavoué quelques théories révolutionnaires d'antan, pour se lancer dans la politique parlementaire et dans le fatras de la législation ouvrière. A notre avis, on a toujours suivi cette voie. Seulement, petit à petit, tout le monde s'en est aperçu. Si Marx juge le programme social-démocrate allemand « infecté, d'un bout à l'autre, de fétichisme envers l'État », on est bien tenté de croire qu'il y a quelque chose qui n'est pas net ! Liebknecht lui-même ne reconnaît-il pas que le parti allemand - de 1875 à 1891, c'est-à-dire du moins du congrès de Gotha au congrès d'Erfurt - professait le socialisme d'État ? Au Congrès de Berlin, au sujet du socialisme étatiste, Liebknecht dit : « Si l'État faisait peau neuve, s'il cessait d'être un État de classes en faisant disparaître l'opposition des classes par l'abolition des classes mêmes, alors ... mais alors il devient l'État socialiste, en ce sens nous pourrions dire, si toutefois nous voulions encore donner le nom d'État à la société que nous désirons établir : Ce que nous voulons c'est le socialisme étatiste ! Mais en ce sens-là seulement ! Or, ce n'est pas cette signification qu'y attachent tous ces messieurs : ils ont en vue l'État actuel ; ils veulent (réaliser) le socialisme dans l'État actuel, c'est-à-dire la quadrature du cercle, - un socialisme qui n'est pas le socialisme dans un État qui est tout le contraire du socialisme. Oui, une tentative a été faite d'instaurer en Allemagne le socialisme d'État dans son sens idéal : la réelle transformation de l'État en un État socialiste. Cette tentative fut l'œuvre de Lassalle par sa fameuse proposition de créer, avec l'aide de l'État, des associations productrices qui, graduellement, prendraient en mains la production et réaliseraient, après une période transitoire de concurrence avec la production capitaliste privée, le véritable socialisme d'État. C'était une utopie et nous avons tous compris que cette idée n'est pas réalisable. Nous avons si complètement et formellement rompu avec cette idée utopique à présent que, au lieu du programme-compromis de 1875 qui contenait encore, quoique sous toutes sortes de réserves, l'idée de ce socialisme d'État, nous avons adopté le nouveau programme d'Erfurt. Je dis « avec toutes sortes de réserves », car alors on s'aperçut qu'il y avait

ici une contradiction ; que le socialisme est révolutionnaire, qu'il doit être révolutionnaire et qu'il est sur un pied de guerre à mort contre l'État réactionnaire. On s'efforça donc d'obtenir autant de garantie que possible, afin que l'État ne put abuser du pouvoir économique obtenu par ces associations productrices et que tout bonnement il s'assassinât lui-même. Dans le programme de Gotha on lit : « Le parti ouvrier socialiste allemand réclame, afin d'aplanir la voie vers la solution de la question sociale, la création d'associations productrices socialistes avec l'aide de l'État et sous le contrôle démocratique du peuple travailleur. » On s'imaginait donc que dans l'État actuel, qui grâce à un miracle quelconque se serait converti à un honnête socialisme d'État, un contrôle démocratique serait possible, c'est-à-dire un État démocratique dans un État bureaucratique, semi-féodal et policier, qui, de par son essence même, ne saurait être ni socialiste ni démocrate. La phrase suivante : « Les associations productrices doivent être créées, pour l'industrie et pour l'agriculture, dans de telles proportions, que d'elles dérive l'organisation socialiste de la production tout entière », prouve clairement jusqu'à quel degré on s'illusionnait encore au sujet des rapports entre l'État actuel et le socialisme. Autre garantie contre l'abus du socialisme d'État : ou déclara que nous voulions établir l'État libre et la société socialiste. Mais l'État libre ne saurait jamais être l'État actuel ; un État libre ne sera jamais possible sur les bases de la production capitaliste, parce que, comme cela est démontré clairement dans notre nouveau programme, le capitalisme, qui a comme condition vitale le monopole des moyens de production, réclame, outre le pouvoir économique, l'esclavage politique de sorte que l'État actuel ne pourra jamais être socialiste⁵³ . »

Malgré tout cela, et suivant les déclarations de Liebknecht lui-même, le parti social-démocrate allemand a professé pendant quinze années le socialisme d'État.

Et il n'a pas encore perdu ce caractère, quoi qu'on en dise. Or n'est-il pas vrai que, dans l'idée des collectivistes, l'État, c'est-à-dire la représentation nationale ou communale, prend la place du patron et que, pour le reste, rien ne change⁵⁴ ? Fort justement Kropotkine écrit : « Ce sont les représentants de la nation ou de la commune et leurs délégués, leurs fonctionnaires qui deviennent gérants de l'industrie. Ce sont eux aussi qui se réservent le droit d'employer dans l'intérêt de tous la plus-value de la production⁵⁵ ». N'est-il pas vrai que le parlementarisme conduise inévitablement au socialisme étatiste ? Bernstein ne parle-t-il pas d'une « étatisation » de la grande production (Verstaatlichung der Grossproduktion), laissant sans solution la question de savoir « si l'État réglera d'abord seulement le contrôle, ou bien s'il s'emparera immédiatement de la direction effective de la production⁵⁶ ». Très catégoriquement Bernstein envisage donc la direction immédiate de l'industrie par l'État comme le but final à atteindre.

Certes, cela ne ressemble en rien à l'État libre. Il est vrai que les social-démocrates allemands ne désirent nullement la liberté. Pas plus qu'ils ne tolèrent la liberté dans leur propre parti, ils ne la toléreraient si en Allemagne ou ailleurs ils étaient les maîtres. Le lit de Procuste de la social-démocratie allemande n'est pas fait pour l'homme libre.

Merlino disait du programme d'Erfurt : « Tel est le programme d'Erfurt, fruit de quinze ans de réaction socialiste et d'agitation électorale, à base de suffrage universel accordé aux classes ouvrières, pour les tromper, les diviser et les détourner de la voie révolutionnaire⁵⁷ . »

* * *

Il est regrettable que, généralement, les différences d'opinion donnent lieu à des discussions peu courtoises. Pourquoi, en effet, ne pas reconnaître loyalement les mérites ou le savoir de l'adversaire ? Faut-il donc nécessairement être, dans le monde de la science, ou dieu, ou diable ?

S'il faut en croire Engels, Dühring ne serait qu'un faible esprit et un zéro « irresponsable et possédé par la manie des grandeurs ». Par contre, Dühring, dans ses écrits, ne se borne pas à critiquer les œuvres de Marx : il injurie l'écrivain. Quand même il aurait raison dans ses critiques, il y a quelque chose de repoussant dans l'allure personnelle et subjective de ses attaques. Il dit de Marx : « Son communisme d'État, théocratique et autoritaire est injuste, immoral et contraire à la liberté. Supposons, au jubilé marxiste, toute propriété dans la grande armoire à provisions de l'État socialiste. Chacun sera alors renseigné par Marx et ses amis sur ce qu'il mangera et boira et sur ce qu'il recevra de l'armoire aux provisions ; puis encore sur les corvées à exécuter dans les casernes du travail. A en juger d'après la presse et l'agitation marxistes, la justice et la vérité seraient certainement la dernière des choses prises en considération dans cet État despotique et autoritaire⁵⁸ . La plus despotique confiscation de la liberté individuelle, oui, la spoliation à tous les degrés, sous la forme de l'arbitraire bureaucratique et communiste, serait la

base de cet État. Par exemple, les productions de l'esprit ne seraient tolérées dans l'État marxiste qu'avec l'autorisation de Marx et des siens et Marx, en sa qualité de grand-policier, grand-censeur et grand-père, n'hésiterait pas, au nom du bien-être socialiste, à exterminer les hérésies qu'actuellement il ne peut combattre qu'au moyen de quelques chicanes littéraires. Il n'y aurait, physiquement et moralement, que des serviteurs communistes de l'État et, pour se servir de la dénomination antique, que des esclaves publics. Quels sont, dans leurs subdivisions, les rapports mutuels du troupeau de cette étable communiste, combien les besoins de la nourriture, les rations à l'auge et les différentes corvées sont « allerhöchst staatsspielerisch » et comment on en tiendrait la comptabilité, voilà le secret qui doit rester caché jusqu'après l'année jubilaire ; car Marx considérerait cette révélation comme du socialisme fantaisiste. C'est justement pour cette raison que le public, qui devait être mystifié, est renvoyé aux calendes grecques par l'inventeur de l'année jubilaire, Marx, qui prétend qu'on ne peut demander des renseignements sur les situations de l'avenir⁵⁹ . »

Une telle critique, quoique juste au fond, répugne par sa forme grossière. Soyez rigoureux dans l'analyse, ne ménagez rien dans la critique, mais ne gênez pas votre cause en lui donnant une forme qui dépasse les bornes d'un début convenable.

L'admirateur de Dühring, le Dr B. Friedlaender, va également trop loin lorsqu'il écrit dans son intéressante brochure⁶⁰ : « Pour être aussi hérésiarque que possible envers ceux qui prétendent que la liberté de la critique doit s'arrêter à Marx, je prétends : Avec la même somme de capital et de travail, - c'est-à-dire avec la somme d'argent, de réclame et de contre-réclame à l'aide de laquelle Marx est arrivé, parmi la masse, à la considération et à la gloire dont il jouit et dont il jouira encore quelque temps, probablement, - on aurait pu gonfler n'importe quel écrivain socialiste jusqu'à en faire une autorité inaccessible. » Même le plus grand adversaire de Marx considérera ce jugement comme inexact. Marx restera incontestablement, pour les générations futures, un des grands précurseurs de cette économie politique qui, surtout au point de vue critique, a combattu le vieux dogme. Par un jugement pareil on se fait plus de tort que de bien. Ceci nous remémore la réflexion spirituelle de Paul-Louis Courier : « Je voudrais bien répondre à ce monsieur, mais je le crois fâché. Il m'appelle jacobin, révolutionnaire, plagiaire, voleur, empoisonneur, faussaire, pestiféré ou pestifère, enragé, imposteur, calomniateur, libelliste, homme horrible, orduier, grimacier, chiffonnier. C'est, tout, si j'ai mémoire. Je vois ce qu'il veut dire : il entend que lui et moi sommes d'avis différent. »

Quels efforts que je fasse pour me faire une conception de l'État, je ne puis trouver comment le marxiste pourra se délivrer du socialisme d'État. En disant cela je n'accuse point Marx et ceux qui veulent me combattre n'ont qu'à prouver qu'on peut aboutir à un autre résultat. Comment les marxistes réaliseront-ils l'ensemble de leur programme pratique, sinon par l'État et par l'extension continuelle de son autorité ? - cela se passe déjà actuellement. - Son pouvoir et son champ d'action s'étendent d'une manière extraordinaire. Ainsi il s'empare continuellement de nouvelles organisations : chemins de fer de l'État, téléphones de l'État, assurance par l'État, banque hypothécaire d'État, pharmacies de l'État, médecins de l'État, mines de l'État, monopole d'État pour le sel, le tabac,... et où cela finira-t-il, une fois engagé sur cette route ? Au lieu d'être des esclaves particuliers, les travailleurs seront les esclaves de l'État. Oui, on parle déjà de la protection légale des ouvriers contre les patrons, comme jadis on avait la protection des esclaves contre leurs propriétaires.

A ce point de vue je suis de l'avis du Dr Friedlaender lorsqu'il écrit : « Quand on songe que c'est l'État qui encourage l'exploitation et la rend possible en maintenant par la force les soi-disant droits de propriété qui ne constituent pas précisément un vol, mais conduisent à une spoliation des travailleurs équivalant à un vol proprement dit, - on est tout étonné de voir précisément cet État - source du vol et de l'esclavage - jouer le rôle de protecteur des spoliés et de libérateur des esclaves salariés. L'État maintient l'exploitation par son pouvoir autoritaire et cherche en même temps à faire dévier les conséquences extrêmes de l'esclavage des salariés qu'il a érigé en principe, par des lois contre les accidents et la vieillesse, des lois sur les fabriques, et la fixation, par des règlements, de la durée de la journée de travail. Cette atténuation d'une contrainte remplacée par une autre peut être considérée en général comme un adoucissement, mais le côté dangereux de la chose c'est que la marche en avant dans cette voie consolide le pouvoir de l'État et aboutit finalement au socialisme d'État. La diminution du sentiment libertaire, à mesure que s'améliore la situation sociale, est un axiome connu déjà au temps des empereurs de l'ancienne Rome. Panem et circenses ! Du pain et les jeux du cirque ! Que leur chaut la liberté, l'indépendance, la dignité humaine ? C'est ainsi que la soi-disant social-démocratie prépare de toutes ses forces l'avènement du socialisme d'État et favorise la servitude et le culte du pouvoir. »

Nous demandons de nouveau que l'on nous prouve comment on se soustraira à ces conséquences fatales, une fois

engagé dans cette voie. On n'arrive pas d'un seul effort aussi loin, mais on avance pas à pas et tout à coup on découvre qu'on est embourbé. Pour retourner il manque à la plupart le courage moral, la force pour renier leur passé et combattre leurs anciens amis. Bebel, par exemple, qui vient de retrouver son moi, pour ainsi dire, n'avancera plus et louvoiera toujours dans les mêmes eaux⁶¹ .

On ne peut douter de la loyauté de quelqu'un, même lorsqu'il raconte des choses invraisemblables. Comment, par exemple, un ami du prolétariat, un révolutionnaire, qui prétend vouloir sérieusement l'affranchissement des masses et se met plus ou moins à la tête des mouvements révolutionnaires dans les divers pays, peut-il rêver que le prolétariat se soumettrait à une idée unique, éclore dans son cerveau ? Comment peut-il se figurer la dictature d'une ou de quelques personnalités sans y voir en germe la destruction de son œuvre ? Bakounine a écrit si justement :

« Je pense que M. Marx est un révolutionnaire très sérieux, sinon toujours très sincère, qu'il veut réellement le soulèvement des masses ; et je me demande comment il fait pour ne point voir que l'établissement d'une dictature universelle, collective, ou individuelle, - d'une dictature qui ferait en quelque sorte la besogne d'un ingénieur en chef de la révolution mondiale, réglant et dirigeant le mouvement insurrectionnel des masses dans tous les pays, comme on dirige une machine, - que cet établissement suffirait à lui seul pour tuer la révolution, paralyser et fausser tous les mouvements populaires ? Quel homme, quel groupe d'individus, si grand que soit leur génie, oseraient se flatter de pouvoir seulement embrasser et comprendre l'infinie multitude d'intérêts, de tendances et d'actions si diverses dans chaque pays, chaque province, chaque localité, chaque métier, dont l'ensemble immense, unifié mais non uniformisé par une grande aspiration commune et par quelques principes fondamentaux, passés désormais dans la conscience des masses, constituera la future révolution sociale ? »

Qu'on se remémore par exemple le congrès international où tous les pays étaient représentés, mais où une certaine fraction avait le droit de rappel à l'ordre, même par la force, qu'on songe à ce qui s'est passé à Zurich ou une minorité, d'opinion divergente, mais socialiste comme les autres, fut tout simplement exclue ! Comme on fait déjà fi de la liberté dans ces congrès ou l'on ne dispose encore que de peu de pouvoir ! Et qu'y fait-on de la soi-disant dictature du prolétariat ? On peut s'écrier sans arrière-pensée : Adieu liberté ... Sur ce terrain-là on a plutôt reculé qu'avancé et telle société posséderait déjà, à sa naissance, les germes de sa décomposition. C'est surtout sur le terrain intellectuel que toute contrainte doit être abolie car dès que la libre expression des idées est entravée, on nuit à la société. Mill dit à ce sujet⁶² : « Le mal qu'il y a à étouffer une opinion réside en ce que par là l'humanité est spoliée : la postérité aussi bien que la génération actuelle, ceux qui ne préconisent pas cette idée encore plus que ceux qui en sont partisans. Si une opinion est vraie, ils n'auront pas l'occasion d'échanger une erreur contre une vérité ; et si elle est fautive, ils y perdront un grand avantage : une conception plus nette, une impression plus vivante de la vérité, jaillie de sa lutte avec l'erreur. » Examinons n'importe quelle question : la nourriture, la vaccine, etc. La grande masse, ainsi que la science, prétend que la nourriture qui convient le plus à l'homme est un mélange de mets à base de viande et de végétaux. Pourra-t-on me forcer à renoncer au végétarisme pur, puisque celui-ci me paraît meilleur ? N'aurai-je pas la liberté de travailler à sa diffusion ? Dois-je me soumettre parce que mes idées diététiques sont des hérésies pour les autres ? Il en est de même de la vaccine. Lorsque toute la Faculté considère la vaccine comme un préservatif contre la petite vérole et que je considère ce moyen comme un danger, peut-on me forcer à renier mon opinion et à me soumettre à une pratique que j'abhorre ? Il a été prouvé maintes fois que l'hérésie d'un individu était la religion de l'avenir. S'il ne lui est pas possible de se faire entendre, la science y perd et l'humanité ne peut profiter des progrès de l'esprit librement développé.

Les critiques du socialisme concernent spécialement le socialisme autoritaire, préconisé surtout par les social-démocrates allemands. A ce point de vue on comprend le livre de Richter⁶³ et sa critique atteint le but pour autant qu'elle s'adresse au socialisme autoritaire. Mais son grand défaut est de considérer un courant du socialisme - et non le meilleur - comme le socialisme.

En Allemagne et partout où les marxistes sont en majorité ils donnent à entendre qu'on n'obtiendra la justice économique qu'au prix de la liberté personnelle et par l'oppression des meilleures tendances du socialisme. C'est à peine si l'on connaît un autre courant socialiste ; car dès qu'on osa combattre les théories de Marx : Dühring, Hertzka et Kropotkine par exemple, furent exécutés par le tribunal sectaire sous la présidence d'Engels. Utopiste, fanatique, imposteur, anarchiste, mouchard, voilà les épithètes employées en diverses circonstances. Et les petits faisaient chorus avec les grands, car ici vient à propos le dicton :

« Quand un gendarme rit
Dans la gendarmerie,
Tous les gendarmes rient

Dans la gendarmerie ».

On veut la réglementation de la production. C'est parfait ; mais comment ? La question de la propriété est résolue et toute la propriété individuelle est collective. L'État - ou, comme disent les prudents, la société - disposera donc du sol et de tous les moyens de production. (Souvent on emploie indifféremment les mots État et Société parce qu'on leur donne la même signification. On emploie encore le non-sens « État populaire ».)

Les propriétaires actuels seront remplacés par les employés de l'État ; les esclaves privés deviendront esclaves de l'État. Le peuple souverain nommera des titulaires aux différentes fonctions. Cette organisation donnera, comme le remarque Herbert Spencer, une société ayant beaucoup de ressemblance avec l'ancien Pérou, « où la masse populaire était divisée artificiellement en groupes de 10, 50, 100, 500 et 1000 individus, surveillés par des employés de tout grade, enchaînés à la terre, surveillés et contrôlés dans leur travail aussi bien que dans leur vie privée, s'éténant sans espoir pour entretenir les employés du système gouvernemental ». Il est vrai qu'ils reçoivent leur suffisance de tout et, loin de considérer cet avantage comme minime, nous reconnaissons volontiers que c'est un progrès, qui ne peut cependant être considéré comme un idéal par un homme pensant, un libertaire.

Sur ce point-là également il n'y a pas de divergence d'opinion entre socialistes, à quelque école qu'ils appartiennent ; tous changent le principe ab Jove principium en ab ventre principium ou, comme le disait Frédéric II : « Toute civilisation a pour origine l'estomac. » « C'est que la faim est un rude et invincible despote et la nécessité de se nourrir, nécessité tout individuelle, est la première loi, la condition suprême de l'existence. C'est la base de toute vie humaine et sociale, comme c'est aussi celle de la vie animale et végétale. Se révolter contre elle, c'est anéantir tout le reste, c'est se condamner au néant. » (BAKOUNINE.) Mais le despotisme également pourrait donner assez à tous, c'est donc une question qui ne peut nous laisser indifférents.

Que ceux qui considèrent ceci comme une raillerie des idées marxistes, nous prouvent que dans leurs écrits ils parlent d'autre chose que de tutelle de l'État ; qu'ils traitent de la prise de possession de certaines branches de production par des groupes autonomes d'ouvriers, ne dépendant pas de l'État, même pas de l'État populaire. La réglementation individuelle est autre chose que la réglementation centralisée de la production, quoique, en fait, on lui ait ôté superficiellement ce semblant d'individualisme par le suffrage universel. Même, par suite des critiques de Richter et d'autres, on a été forcé de donner un peu plus d'explications ; toutefois, dans la brochure de Kurt Falk⁶⁴, on parle d'« associations économiques(wirtschaftliche) indépendantes », qui forment probablement des fédérations avec d'autres associations, etc. ; mais du côté scientifique socialiste officiel cette idée des tendances plus libres fut toujours combattue à outrance. Remarquons, entre parenthèses, que Kurt Falk (p. 67), croyant être excessivement radical, fait la proposition que les habitants d'une prison choisissent eux-mêmes leurs gardiens ! Quelle belle société, en effet, qui n'a pas su se délivrer seulement des prisons. Nous sommes de tels utopistes que nous entrevoyons une société où la prison n'existera plus et nous ne voudrions pas collaborer à la réalisation d'une société future, si nous avons la certitude de devoir y conserver des prisons avec leurs gardiens, - fussent-ils élus, - la police, la justice et autres inutilités.

Voilà pourquoi les marxistes traitent d'une manière superficielle l'organisation de la société future, quoique Bebel se soit oublié un jour à en donner un aperçu dans un ouvrage où personne ne le chercherait, son livre sur la Femme, dont un quart traite la question féminine et, le reste l'organisation future de la société.

Il y a une certaine vérité dans la réponse faite aux interrogateurs importuns, que « la forme future de la société sera le résultat de son développement et que prématurément nous ne pouvons la définir », mais ce n'est pas non plus sans raison que Kropotkine, interprétant ces paroles des marxistes : « Nous ne voulons pas discuter les théories de l'avenir », prétend qu'elles signifient réellement : « Ne discutez pas notre théorie, mais aidez-nous à la réaliser ». C'est-à-dire, on force la plupart à suivre les meneurs, sans savoir si on ne va pas au devant de nouvelles désillusions, qu'on aurait pu éviter en connaissant la direction vers laquelle on marchait. »

Deux remarques de Kropotkine et de Quinet s'imposent à la réflexion. Elles sont tellement exactes que chaque fois que nous traitons ce sujet elles nous reviennent à la mémoire : D'abord celle de Quinet que la caractéristique de la Grande Révolution est la témérité des actes des ancêtres et la simplicité de leurs idées, c'est-à-dire des actes ultra-révolutionnaires à côté d'idées timides et réactionnaires. En second lieu, que l'on ne sait pas abandonner les organisations du passé. On suppose l'avenir coulé dans le même moule que le passé contre lequel on se révolte, et on est tellement attaché à ce passé qu'on n'arrive pas à marcher crânement vers l'avenir. Les révolutions n'ont pas échoué parce qu'elles allaient trop loin, mais parce qu'elles n'allaient pas assez loin. Échouer n'est en somme pas le mot propre, car toute révolution a donné ce qu'elle pouvait. Mais nous prétendons qu'elles n'apportèrent pas la délivrance des classes travailleuses et que celles-ci, malgré toutes les révolutions, croupissent toujours dans

l'esclavage, la misère et l'ignorance.

La bourgeoisie de 1789 ne savait pas non plus ce que l'avenir apporterait, mais elle savait ce qu'elle voulait et elle exécuta ses projets. Depuis longtemps elle s'y préparait et lorsque le peuple se révolta, elle le laissa collaborer à la réalisation de son idéal, qu'elle atteignit, en effet, dans ses grandes lignes.

Mais aujourd'hui il n'est presque plus permis de parler de l'avenir. Ce n'est pas étonnant, la préoccupation principale étant de gagner des voix aux élections. Lorsqu'on traite de cet avenir où la classe intermédiaire des petits boutiquiers et paysans sera supprimée, on se fait de ces gens des ennemis et il n'y a plus à compter sur les victoires socialistes aux élections. Parlez-leur de réformes qui promettent de l'amélioration à leur situation, ils vous suivront, mais dès qu'on s'occupe du rôle de la révolution, ils vous lâchent. On doit bien se convaincre du rôle de la révolution et ériger à côté de l'œuvre de destruction de l'idée, celle de sa revivification.

C'est difficile parce qu'il faut se défaire, pour y arriver, d'une masse de préjugés, comme le dit Kropotkine : « Tous, nous avons été nourris de préjugés sur les fonctions providentielles de l'État. Toute notre éducation, depuis l'enseignement des traditions romaines jusqu'au code de Byzance que l'on étudie sous le nom de droit romain, et les sciences diverses professées dans les universités, nous habituent à croire au gouvernement et aux vertus de l'État-Providence. Des systèmes de philosophie ont été élaborés et enseignés pour maintenir ce préjugé. Des théories de la loi sont rédigées dans le même but. Toute la politique est basée sur ce principe ; et chaque politicien, quelle que soit sa nuance, vient toujours dire au peuple : « Donnez-moi le pouvoir, je veux, je peux vous affranchir des misères qui pèsent sur vous. Du berceau au tombeau, tous nos agissements sont dirigés par ce principe. »

Voilà l'obstacle, mais si difficile qu'il soit à surmonter, on ne doit pas s'arrêter. Nous sommes forcés, dans notre propre intérêt, de savoir ce que l'avenir peut et doit nous apporter.

Il est donc inexact de prétendre que divers chemins mènent au même but ; non, on ne cherche pas à atteindre la même solution, mais on suit des lignes parallèles qui ne se touchent pas. Et, quoiqu'il soit possible que l'avenir appartienne à ceux qui poursuivent la conquête du pouvoir politique, nous sommes convaincus que, par les expériences qu'ils font du parlementarisme, les ouvriers seront précisément guéris de croire à la possibilité d'obtenir par là leur affranchissement. De tels socialistes appartiennent à un parti radical de réformes, qui conserve dans son programme la transformation de la propriété privée en propriété collective, mais en mettant cette transformation à l'arrière-plan. Les considérants du programme étaient communistes et on y indiqua le but à atteindre ; mais par le programme pratique on aida à la conservation de l'État actuel. Il y avait donc contradiction entre la partie théorique avec ses considérants principaux et la partie pratique, réalisable dans le cadre de la société actuelle, toutes deux se juxtaposant l'une à l'autre sans aucun trait d'union, comme nous l'avons prouvé précédemment.

Cela fut possible, au commencement, mais, par suite du développement des idées, cette contradiction apparut plus nettement. Ce qui ne se ressemble ne s'assemble. Et ne vaudrait-il pas mieux se séparer à la bifurcation du chemin ? Pas plus que précédemment, les marxistes n'admettent qu'il y ait différentes manières d'être socialiste. Bakounine s'en plaignait déjà lorsqu'il écrivait : « Nous reconnaissons parfaitement leur droit (des marxistes) de marcher dans la voie qui leur paraît la meilleure, pourvu qu'ils nous laissent la même liberté ! Nous reconnaissons même qu'il est fort possible que, par toute leur histoire, leur nature particulière, l'état de leur civilisation et toute leur situation actuelle, ils soient forcés de marcher dans cette voie. Que les travailleurs allemands, américains et anglais s'efforcent de conquérir le pouvoir politique, puisque cela leur plaît. Mais qu'ils permettent aux travailleurs des autres pays de marcher avec la même énergie à la destruction de tous les pouvoirs politiques. La liberté pour tous et le respect mutuel de cette liberté, ai-je dit, telles sont les conditions essentielles de la solidarité internationale.

Mais M. Marx ne veut évidemment pas de cette solidarité, puisqu'il refuse de reconnaître la liberté individuelle. Pour appuyer ce refus, il a une théorie toute spéciale, qui n'est, d'ailleurs, qu'une conséquence logique de son système. L'état politique de chaque pays, dit-il, est toujours le produit et l'expression fidèle de sa situation économique ; pour changer le premier, il faut transformer cette dernière. Tout le secret des évolutions historiques, selon M. Marx, est là. Il ne tient aucun compte des autres éléments de l'histoire : tels que la réaction pourtant évidente des institutions politiques, juridiques et religieuses sur la situation économique. »

Voici la parole d'un homme libertaire et tolérant : Ne mérite la liberté que celui qui respecte celle des autres ! Combien peu, même parmi les grands hommes, respectent la liberté de pensée, surtout quand l'opinion des autres est diamétralement opposée à la leur. On conspu le dogme de l'infaillibilité papale, mais combien prônent leur propre infaillibilité ! Comme si l'une n'était pas aussi absurde que l'autre !

Il est impossible de comprimer les esprits dans l'étau de ses propres idées ; mais on doit laisser à chacun la liberté de se développer suivant sa propre individualité. Dès qu'on prononce des mots comme le « véritable intérêt

populaire », le « bien public », etc., c'est souvent avec l'arrière-pensée de masquer par la la dénégation de la liberté individuelle à la minorité. Et ce n'est autre chose que la proclamation de l'absolutisme le plus illimité. En effet, devant ce principe, tout gouvernement (monarchie, représentation du peuple ou majorité du peuple) ne doit pas seulement proclamer ce qu'il considère comme le véritable intérêt populaire, le bien public, mais il est obligé de forcer tout individu à accepter son opinion. Toute autre doctrine, toute hérésie, toute religion, contraire doit être exterminée dès que le gouvernement croit que cela est nécessaire au véritable intérêt populaire, au bien public.

Le Dr Friedlaender fait mention de trois courants de l'idée socialiste qu'il détermine comme suit :

« 1^{er} Les marxistes veulent, au nom de la « société », s'emparer du produit du travail et le faire partager par les bureaucrates pour le soi-disant « bien-être de tous ». Et, si je ne me soumet pas, on emploiera la force. L'idée motrice de l'activité économique résulterait d'une espèce de sensation du devoir inspiré par le communisme d'État, et là où elle ne suffirait pas, de la contrainte économique ou brutale de l'État ; d'après le modèle du soi-disant devoir militaire d'aujourd'hui, où il y a également des « volontaires ».

« 2nd Les anarchistes communistes proclament le « droit de jouissance » sur les produits du travail des autres. Quand on accepte cela sans une rémunération de même valeur, on se laisse doter. En vérité le communisme anarchiste aboutit à une dotation réciproque, sans s'occuper de la valeur des objets ou services échangés. L'idée motrice de l'activité économique serait d'une part le penchant inné vers le travail économique, penchant qui n'a pas de but égoïste, d'autre part, un sentiment de justice, pour ne pas dire de pudeur, qui empêcherait que l'on se laissât continuellement doter sans services réciproques.

« 3rd Le système anticrate-socialitaire de Dühring, c'est-à-dire le socialisme-libertaire, proclame, à côté de l'égalité des conditions de production, le droit de jouissance complet sur le produit du travail individuel et, comme complément, le libre échange des produits de même valeur. L'idée motrice de l'activité économique serait l'intérêt personnel, non dans son acception égoïste basée sur la spoliation des autres, mais dans le sens d'un égoïsme salubre. Nous travaillons pour vivre, pour consommer. Nous travaillons plus pour pouvoir consommer plus. Nous travaillons non par force, non par devoir, non pour notre propre satisfaction (tant mieux pour moi si le travail me procure une satisfaction), mais par intérêt personnel. Est-ce que ce système n'aurait pas une base plus solide que le communisme anarchiste ? Celui qui aime à donner peut le faire, mais peut-on ériger en règle générale la dotation réciproque ? »

Cette explication ne brille ni par la clarté ni par la simplicité et elle est très mal formulée.

Ces deux derniers systèmes sont donc défendus par des socialistes libertaires et le premier par les partisans du socialisme autoritaire. Comme Dühring n'est pas un communiste et diffère conséquemment avec nous sur ce point, nous ne pouvons admettre sa doctrine économique. Car nous avons la conviction qu'il est impossible de donner une formule plus simple et meilleure que : « Chacun donne selon ses forces ; chacun reçoit selon ses besoins. » Et ceci ne suppose nullement une réglementation, individuelle ou collective, qui détermine les forces et les besoins. Chacun, mieux que n'importe qui, peut déterminer ses forces et quand nous supposons que dans une société communiste chacun sera bien nourri et éduqué, il est clair qu'un homme normalement développé, mettra ses forces à la disposition de la communauté sans y être contraint. Dès qu'il y a contrainte, elle ne peut avoir qu'une influence néfaste sur le travail.

Il serait absurde de supposer que les socialistes autoritaires cherchent à sacrifier une partie de leur liberté individuelle à une forme particulière de gouvernement ; eux aussi poursuivent la réalisation d'une société déterminée, parce qu'ils croient que celle-ci rendra possible le degré de liberté individuelle nécessaire au plus grand épanouissement du bien-être personnel. Mais c'est une utopie de leur part lorsqu'ils pensent garantir suffisamment par leur système le degré de liberté qu'ils souhaitent. Ils se rendent coupables d'une fausse conception qui pourrait avoir des résultats funestes, et nous devons tâcher de les en convaincre et de leur démontrer que leur système n'est pas l'affirmation de la liberté, mais la négation de toute liberté individuelle.

Il y a là une tendance incontestable à renforcer le pouvoir de la société et à diminuer celui de l'individu. C'est une raison de plus pour s'y opposer.

La question principale peut ainsi être nettement posée : « Comment peut et doit être limitée la liberté d'action de l'individu vis-à-vis de la société ? Ceci est la plus grande énigme du sphynx social et nous ne pouvons nous soustraire à sa solution. En premier lieu l'homme est un être personnel, formant un tout en soi-même, (individuum, in et dividuum, dedivido, diviser, c'est-à-dire un être indivise et indivisible). En second lieu, il est un animal vivant en troupeau.

Celui qui vit isolé dans une île est complètement libre de ses actions, en tant que la nature et les éléments ne le

contrariaient pas. Mais lorsque, poussé par le sentiment de sociabilité, il veut vivre en groupe, ce sentiment doit être assez puissant qu'il lui sacrifie une partie de sa liberté individuelle. Celui qui aimera la liberté individuelle mènera une vie isolée, et celui qui préférera la communauté, la sociabilité, préconisera ces états sociaux, même en sacrifiant une partie de sa liberté.

La liberté n'exclut pas tout pouvoir. Voici comment Bakounine répond à cette question⁶⁵ : « S'ensuit-il que je repousse toute autorité ? Loin de moi cette pensée ... Mais je ne me contente pas de consulter une seule autorité spécialiste, j'en consulte plusieurs ; je compare leurs opinions et je choisis celle qui me paraît la plus juste. Mais je ne reconnais point d'autorité infaillible, même dans les questions spéciales ; par conséquent, quelque respect que je puisse avoir pour l'humanité et pour la sincérité de tel ou tel individu, je n'ai de foi absolue en personne. Une telle foi serait fatale à ma raison, à ma liberté et au succès même de mes entreprises ; elle me transformerait immédiatement en un esclave stupide, en un instrument de la volonté et des intérêts d'autrui. » Et plus loin : « Je reçois et je donne, telle est la vie humaine. Chacun est dirigeant et chacun est dirigé à son tour. Donc il n'y a point d'autorité fixe et constante, mais un échange continu d'autorité et de subordination mutuelles, passagères et surtout volontaires. »

C'est sous la foi d'autres personnes que nous acceptons comme vérités une foule de choses. Penser librement ne signifie pas : penser arbitrairement, mais mettre ses idées en concordance avec des phénomènes dûment constatés qui se produisent en nous et au dehors de nous, sans abstraire notre conception des lois de la logique. L'homme qui n'accepte rien sur la foi des autres, afin de pouvoir se faire une opinion personnelle, est certainement un homme éclairé. Mais nous ne craignons pas de prétendre qu'une soumission préalable à l'autorité d'autres personnes est nécessaire pour arriver à pouvoir exprimer un jugement sain et indépendant. La recherche de l'abolition de toute autorité n'est donc pas la caractéristique d'un esprit supérieur, ni la conséquence de l'amour de la liberté, mais généralement une preuve de pauvreté d'esprit et de vanité. Cette soumission se fait volontairement. Et de même qu'on n'a pas le droit de nous soumettre par force à une autorité quelconque, de même on n'a pas le droit de nous empêcher de nous soustraire à cette autorité.

Quand et pourquoi recherche-t-on la société des autres ? Parce que seul, isolé, on ne parviendrait pas à vivre et qu'on a besoin d'aide. Si nous pouvions nous suffire à nous-mêmes, nous ne songerions jamais à nous faire aider par d'autres. C'est l'intérêt qui pousse les hommes à faire dépendre leur volonté, dans des limites tracées d'avance, de la volonté d'autres hommes. Mais toujours nous devons être libres de reprendre notre liberté individuelle dès que les liens que nous avons acceptés librement et qui ne nous serraient pas, commencent à nous gêner, car un jour viendra ou peut venir où ces liens seront tellement lourds que nous tâcherons de nous en délivrer. La satisfaction de nos besoins est donc le but de la réglementation de la société. S'il est possible d'y arriver d'une manière différente et meilleure, chaque individu doit pouvoir se séparer du groupe dans lequel il lui a été jusque-là le plus facile de contenter ses besoins et se rallier à un autre groupe qui, d'après lui, répond mieux au but qu'il veut atteindre. Rien ne répugne plus à l'homme libre que de devoir remplir une tâche dont l'accomplissement est rendu obligatoire par la force ; chaque fois même que sa conviction personnelle ne considère pas cette tâche comme un devoir, il la regarde comme un mal et s'efforce de ne pas l'accomplir. La contrainte de l'État - qu'il s'agisse d'un despote, du suffrage universel ou de n'importe quoi - est la plus odieuse de toutes, parce qu'on ne peut s'y soustraire. Si je suis membre d'une société quelconque qui prend des résolutions contraires à mes opinions, je puis démissionner. Ceci n'est pas le cas pour l'État. Presque toujours il est impossible de quitter l'État, c'est-à-dire le pays. Si c'est un indépendant qui cherche à le faire, il doit abandonner tout ce qui le retient au pays, au peuple, car les frontières de l'État sont les frontières du pays, du peuple. Et d'ailleurs, on ne peut quitter un État sans sentir aussitôt le joug d'un autre État. On peut ne plus être Hollandais, mais on devient Belge, Allemand, Français, etc. Quand on est coreligionnaire de l'Église réformée, personne ne vous force, lorsque vous la quittez, de devenir membre d'une autre Église, mais on ne peut cesser de faire partie d'un État sans devenir de droit membre d'un autre État. Quel intérêt y a-t-il à quitter un État mauvais pour un autre qui n'est pas meilleur ? On doit payer pour ce qu'on n'admet pas, on doit remplir des devoirs qu'on considère comme opposés à sa dignité. Tout cela n'a aucune importance ; vous n'avez qu'à vous soumettre au pouvoir et, si vous ne voulez pas, vous sentirez le bras pesant de l'autorité. Et pourtant on veut nous faire accroire que nous sommes des hommes libres dans un État libre. Plus grand est le territoire sur lequel l'État exerce son autorité, plus grande sera sa tyrannie sur nous.

Le juriste allemand Lhering écrivait en toute vérité : « Quand l'État peut donner force de loi à tout ce qui lui semble bon, moral et utile, ce droit n'a pas de limites ; ce que l'État permettra de faire ne sera qu'une concession. La conception d'une toute-puissance de l'État absorbant tout en soi et produisant tout, en dépit du riche vêtement dans lequel elle aime à se draper et des phrases ronflantes de bien-être du peuple, de respect des principes objectifs, de

loi morale, n'est qu'un misérable produit de l'arbitraire et la théorie du despotisme, qu'elle soit mise en pratique par la volonté populaire ou par une monarchie absolue. Son acceptation constitue pour l'individu un suicide moral. On prive l'homme de la possibilité d'être bon, parce qu'on ne lui permet pas de faire le bien de son propre mouvement. »

La toute-puissance de l'État est la plus grande tyrannie possible, même dans un État populaire. La soi-disant liberté, acquise lorsque le peuple nomme ses propres maîtres, est plutôt une comédie qu'une réalité, car, dès que le bulletin est déposé dans l'urne, le souverain redevient sujet pour longtemps. On croit être son propre maître et on se réjouit déjà de cette soi-disant suprématie. En 1529, à la diète de l'Empire, à Spiers, on proclama un principe dont la portée était bien plus grande qu'on le soupçonnait alors : « Dans beaucoup de cas la majorité n'a pas de droits envers la minorité, parce que la chose ne concerne pas l'ensemble mais chacun en particulier. » Si l'on avait agi d'après ce principe, il n'y aurait plus eu tant de contrainte et de tyrannie.

Lorsque Bastiat considère l'État comme « la collection des individus », il oublie qu'une collection d'objets, de grains de sable, par exemple, ne constitue pas encore un ensemble.

John-Stuart Mill, dans son excellent livre sur la liberté⁶⁶, parle de la liberté inviolable qui doit être réservée à tout individu, en opposition à la puissance de l'État et il dit : « L'unique cause pour laquelle des hommes, individuellement ou unis, puissent limiter la liberté d'un d'entre eux, est la conservation et la défense de soi-même. L'unique cause pour laquelle la puissance peut être légitimement exercée contre la volonté propre d'un membre d'une société civilisée, c'est pour empêcher ce membre de nuire aux autres. Son propre bien-être, tant matériel que moral, n'y donne pas le moindre droit. Les seuls actes de sa conduite pour lesquels un individu est responsable vis-à-vis de la société sont ceux qui ont rapport aux autres. Pour ceux qui le concernent personnellement, son indépendance est illimitée. L'individu est le maître souverain de soi-même, de son propre corps et esprit. Ici se présente néanmoins encore une difficulté : Existe-t-il des actions qui concernent uniquement celui qui en est l'auteur et n'ont d'influence sur aucune autre personne ? » Et Mill répond : « Ce qui me concerne peut, d'une manière médiate, avoir une grande influence sur d'autres » et il proclame la liberté individuelle seulement dans le cas ou par suite de l'action d'un individu, personne que lui n'est touché immédiatement. Mais existe-t-il une limite entre l'action médiate et l'action immédiate ? Qui délimitera la frontière où l'une commence et l'autre finit ?

À côté de la liberté individuelle, Mill veut encore, « pour chaque groupe d'individus, une liberté de convenance, leur permettant de régler de commun accord tout ce qui les concerne et ne regarde personne d'autre ».

Nous ne voulons pas approfondir la chose, quoiqu'il faille constater que Mill est souvent en opposition avec ses propres principes. Ainsi il pense que celui qui s'enivre et ne nuit par là qu'à soi-même, doit être libre de le faire, et que l'État n'a pas le moindre droit de s'occuper de cette action. Qui proclamera que c'est uniquement à soi-même qu'il fait tort ? Lorsque cet individu procrée des enfants héritiers du même mal, ne nuit-il pas à d'autres en dotant la société d'individus gangrenés ? Mais, dit Mill, dès que, sous l'influence de la boisson, il a fait du tort à d'autres, il doit dommages et intérêts et, à l'avenir, il peut être mis sous la surveillance de la police ; mais, lorsqu'il s'enivre encore, il ne peut être puni que pour cela. Il n'a donc pas la liberté de s'enivrer de nouveau, quoiqu'il ne fasse de tort à personne. La grande difficulté dans ce cas est la délimitation des droits respectifs de l'individu et de la société.

Il y a des choses qui ne peuvent être faites que collectivement, d'autres ne concernent que l'individu et, quoiqu'il soit difficile de résoudre cette question, tous les penseurs s'en occupent. La disparition de l'individualisme ferait un tort considérable à la société, car celui qui a perdu son individualité ne possède plus ni caractère ni personnalité.

L'homme de génie n'est pas celui qui produit une nouveauté, mais celui qui met le sceau de son génie personnel sur ce qui existait déjà avant lui et lui donne ainsi une nouvelle importance par la manière dont il le produit.

Mill parle dans le même sens lorsqu'il dit : « Nul ne peut nier que la personnalité ne soit un élément de valeur. Il y a toujours manqué d'individus, non seulement pour découvrir de nouvelles vérités, et montrer que ce qui fut la vérité ne l'est plus, mais également pour commencer de nouvelles actions et donner l'exemple d'une conduite plus éclairée, d'une meilleure compréhension et un meilleur sentiment de la vie humaine. Cela ne peut être nié que par ceux qui croient que le monde atteindra la perfection complète. Il est vrai que cet avantage n'est pas le privilège de tous à la fois ; en comparaison de l'humanité entière il n'y a que peu d'hommes dont les expériences, acceptées par d'autres, ne seraient en même temps le perfectionnement d'une habitude déjà existante. Mais ce petit nombre d'hommes est comme le sel de la terre. Sans eux la vie humaine deviendrait un marécage stagnant. Non seulement ils nous apportent de bonnes choses qui n'existaient pas, mais ils maintiennent la vie dans ce qui existe déjà. Si rien de nouveau ne se produisait, la vie humaine deviendrait inutile. Les hommes de génie formeront toujours une faible minorité ; mais pour les avoir, il est nécessaire de cultiver le sol qui les produit. Le génie ne peut respirer librement que dans une atmosphère de liberté. Les hommes de génie sont plus individualistes que les autres ; par conséquent

moins disposés à se soumettre, sans en être blessés, aux petites formes étriquées qu'emploie la société pour épargner à ses membres la peine de former leur propre caractère⁶⁷ ».

Et je craindrais que cette originalité ne se perdît si on mettait des entraves quelconques à la libre initiative.

Donnons encore la parole à Bakounine : « Qu'est-ce que l'autorité ? Est-ce la puissance inévitable des lois naturelles qui se manifestent dans l'enchaînement et dans la succession fatale des phénomènes du monde physique et du monde social ? En effet, contre les lois, la révolte est non seulement défendue, mais elle est encore impossible. Nous pouvons les méconnaître ou ne point encore les connaître, mais nous ne pouvons pas leur désobéir, parce qu'elles consomment la base et les conditions mêmes de notre existence : elles nous enveloppent, nous pénètrent, règlent tous nos mouvements, nos pensées et nos actes ; alors même que nous croyons leur désobéir, nous ne faisons autre chose que manifester leur toute-puissance.

Oui, nous sommes absolument les esclaves de ces lois. Mais il n'y a rien d'humiliant dans cet esclavage. Car l'esclavage suppose un maître extérieur, un législateur qui se trouve en dehors de celui auquel il commande ; tandis que ces lois ne sont pas en dehors de nous : elles nous sont inhérentes, elles constituent notre être, tout notre être, corporellement, intellectuellement et moralement : nous ne vivons, nous ne respirons, nous n'agissons, nous ne pensons, nous ne voulons que par elles. En dehors d'elles, nous ne sommes rien, nous ne sommes pas. D'où nous viendrait donc le pouvoir et le vouloir de nous révolter contre elles ? Vis-à-vis des lois naturelles, il n'est pour l'homme qu'une seule liberté possible : c'est de les reconnaître et de les appliquer toujours davantage, conformément au but d'émancipation ou d'humanisation collective et individuelle qu'il poursuit. »

On ne peut réagir contre cette autorité-là. On pourrait dire : C'est l'autorité naturelle ou plutôt l'influence naturelle de l'un sur l'autre à laquelle nous ne pouvons nous soustraire et à laquelle nous nous soumettons, presque toujours sans le savoir.

En quoi consiste la liberté ?

Bakounine répond : « La liberté de l'homme consiste uniquement en ceci : qu'il obéit aux lois naturelles, parce qu'il les a reconnues lui-même comme telles et non parce qu'elles lui ont été extérieurement imposées par une volonté étrangère, divine ou humaine, collective ou individuelle quelconque. Nous reconnaissons donc l'autorité absolue de la science, parce que la science n'a d'autre objet que la reproduction mentale, réfléchie et aussi systématique que possible des lois naturelles qui sont inhérentes à la vie matérielle, intellectuelle et morale, tant du monde physique que du monde social, ces deux mondes ne constituant, dans le fait, qu'un seul et même monde naturel. En dehors de cette autorité uniquement légitime, parce qu'elle est rationnelle et conforme à la liberté humaine, nous déclarons toutes les autres autorités mensongères, arbitraires et funestes. Nous reconnaissons l'autorité absolue de la science, mais nous repoussons l'infailibilité et l'universalité du savant ».

Voilà la conception de l'autorité et de la liberté. Et celui qui aime la liberté n'acceptera d'autre autorité extérieure que celle qui se trouve dans le caractère même des choses.

Lorsque Cicéron comprenait déjà que « la raison d'être de la liberté est de vivre comme on l'entend⁶⁸ », et que « la liberté ne peut avoir de résidence fixe que dans un État où les lois sont égales et le pouvoir de l'opinion publique fort »⁶⁹, cela prouve que l'humanité était déjà traversée par un courant libertaire et Spencer ne fit réellement que répéter les paroles de Cicéron lorsqu'il écrivit⁷⁰ : « L'homme doit avoir la liberté d'aller et de venir, de voir, de sentir, de parler, de travailler, d'obtenir sa nourriture, ses habillements, son logement, et de satisfaire les besoins de la nature aussi bien pour lui que pour les autres ! Il doit être libre afin de pouvoir faire tout ce qui est nécessaire, soit directement soit indirectement, à la satisfaction de ses besoins moraux et physiques. »

Ce que tout homme pensant désire posséder, c'est la liberté qui nous permet de développer notre individualité dans toute son expansion, mais, dès qu'il aspire à cette liberté pour lui-même, il doit collaborer à ce qu'on n'empêche personne de satisfaire ce besoin vital.

Car l'aspiration vers la liberté est forte chez l'homme et après les besoins corporels, la liberté est incontestablement le plus puissant des besoins de l'homme.

La définition du philosophe Spinoza dans son *Éthique* est une des meilleures qu'on puisse trouver. Il dit : une chose est libre qui existe par la nécessité de sa nature et est définie par soi-même, pour agir ; au contraire dépendant ou plutôt contraint cet objet qui est défini par un autre pour exister et agir d'une manière fixe et inébranlable.

Et le consciencieux savant Mill⁷¹ a parfaitement bien compris que dans l'avenir la victoire serait au principe qui donnerait le plus de garanties à la liberté individuelle. Après avoir fait la comparaison entre la propriété individuelle et le socialisme avec la propriété collective, il dit très prudemment : « Si nous faisons une supposition, nous dirions que la réponse à la question : « Lequel des deux principes triomphera et donnera à la société sa forme définitive ? »

dépendra surtout de cette autre question : « Lequel des deux systèmes permet la plus grande expansion de la liberté et de la spontanéité des hommes ? » Et plus loin : « Les institutions sociales aussi bien que la moralité pratique arriveraient à la perfection si la complète indépendance et liberté d'agir de chacun étaient garanties sans autre contrainte que le devoir de ne pas faire du mal à d'autres. Une éducation basée sur des institutions sociales nécessitant le sacrifice de la liberté d'action pour atteindre à un plus haut haut degré de bonheur ou d'abondance, ou pour avoir une égalité complète, annihilerait une des caractéristiques principales de la nature humaine. »

Maintenant il nie que les critiques actuelles du communisme soient exagérées, car « les contraintes imposées par le communisme seraient de la liberté en les comparant à la situation de la grande majorité » ; il trouve qu'aujourd'hui les travailleurs ont tout aussi peu de choix de travail ou de liberté de mouvement, qu'ils sont tout aussi dépendants de règles fixes et du bon vouloir d'étrangers qu'ils pourraient l'être sous n'importe quel système, l'esclavage excepté. Et il arrive à la conclusion que si un choix devait être fait entre le communisme avec ses bons et mauvais côtés et la situation actuelle avec ses souffrances et injustices, toutes les difficultés, grandes et petites du communisme ne compteraient pour lui que comme un peu de poussière dans la balance.

Rarement un adversaire fit plus honnête déclaration. Pour lui la question n'est pas encore vidée, car il nie que nous connaissions dans leur meilleure expression le travail individuel et le socialisme. Et il tient tellement à l'individualisme, ce que l'on possède, du reste, de préférable, qu'il craint toujours qu'il ne soit effacé et annihilé. En exprimant un doute il dit : « La question est de savoir s'il restera quelque espace pour le caractère individuel ; si l'opinion publique ne sera pas un joug tyrannique ; si la dépendance totale de chacun à tous et le contrôle de tous sur tous ne seront pas la cause d'une sotte uniformité de sentir et d'agir. »

On peut facilement glisser sur cette question et la noyer dans un flot de phrases creuses, comme : Quand chacun aura du pain, cette liberté viendra toute seule, mais ceci constitue pour nous une preuve d'étourderie et de superficialité, une preuve que soi-même l'on n'a pas un grand besoin de la liberté. Mill ne glisse pas si facilement sur cette question, car il y revient souvent. Le communisme lui sourirait s'il devait lui garantir son individualité. On doit encore prouver que le communisme s'accommoderait de ce développement multiforme de la nature humaine, de toutes ces variétés, de cette différence de goût et de talent, de cette richesse de points de vue intellectuels qui, non seulement rendent la vie humaine intéressante, mais constituent également la source principale de civilisation intellectuelle et de progrès moral en donnant à chaque individu une foule de conceptions que celui-ci n'aurait pas trouvées tout seul.

Ne doit-on pas reconnaître que c'est vraiment la question par excellence. Et les conceptions libertaires font de tels progrès que ceux-là mêmes qui sont partisans d'une réglementation centralisée de la production, font toutes sortes de concessions à leur principe dès qu'ils le discutent. Quelquefois les étatistes principiels sont anti-étatistes dans leurs raisonnements. Le malheur c'est que les social-démocrates précisent si peu. Ils sont tellement absorbés par les élections, par toutes sortes de réformes du système actuel, que le temps leur manque pour discuter les autres questions. Ces réformes sont pour la plus grande partie les mêmes que celles que demandent les radicaux et tendent toutes à maintenir le système actuel de propriété privée et à rendre le joug de l'esclavage un peu plus supportable pour les travailleurs. Ainsi se forment plus nettement deux fractions, dont l'une se fond avec la bourgeoisie radicale, quoiqu'elle garde, dans les considérants de son programme, l'abolition de la propriété privée, et dont l'autre poursuit plutôt un changement radical de la société, sans s'occuper de tous les compromis qui sont la suite inévitable du concours prête aux besognes parlementaires dans nos assemblées actuelles.

Les marxistes se basent sur l'État.

Les anarchistes, au contraire, se basent sur l'individu et le groupement libre.

Mais le choix n'est pas borné entre ces deux thèses.

Est-ce que Kropotkine, par exemple, qui dans son livre *La Conquête du pain* parle d'une réglementation, d'une organisation de la production, aurait bien le droit de se considérer comme anarchiste, d'après la signification que l'on donne habituellement à ce mot, et qui est la même que ce qu'en Hollande, nous avons considéré toujours comme le socialisme, tout en conservant le principe de la liberté ?

On s'oppose à cette classification et on dira que nous ne rendons pas justice à Marx. On dit que Marx donnait à l'État une tout autre signification que celle dans laquelle nous employons ce mot, qu'il ne croyait pas au vieil État patriarcal et absolu, mais considérait l'État et la société comme une unité. La réponse de Tucker est assez caractéristique : « Oui, il les considérait comme une unité, de la même manière que l'agneau et le lion forment une unité lorsque le lion a dévoré l'agneau. L'unité de l'État et de la société ressemble pour Marx à l'unité de l'homme et de la femme devant la loi. L'homme et la femme ne font qu'un, mais cette unité c'est l'homme. Ainsi, d'après Marx,

l'État et la société forment une unité, mais, cette unité, c'est l'État seul. Si Marx avait unifié l'État et la société et que cette unité fût la société, les anarchistes n'auraient différé avec lui que de peu de chose. Car pour les anarchistes, la société est tout simplement le développement de l'ensemble des relations entre individus naturellement libres de toute puissance extérieure, constituée, autoritaire. Que Marx ne comprenait pas l'État de cette façon, cela ressort clairement de son plan qui comportait l'établissement et le maintien du socialisme, c'est-à-dire la prise de possession du capital et son administration publique par un pouvoir autoritaire, qui n'est pas moins autoritaire parce qu'il est démocratique au lieu d'être patriarcal⁷². »

En effet, pourquoi se disputer lorsqu'on poursuit le même but ? Et si cela n'est pas, quelle autre différence y a-t-il que celle que nous avons fait ressortir ? Je sais qu'on peut invoquer d'autres explications de Marx afin de prouver sa conception et, à ce point de vue là, on pourrait presque l'appeler le père de l'anarchie. Mais cette conception est en opposition complète avec sa principale argumentation. Aujourd'hui on en agit avec Marx comme avec la Bible : chacun y puise, pour se donner raison, ce qui lui convient, comme les croyants pillent les textes de la Bible pour défendre leurs propres idées.

Mais lorsque Rodbertus déclare que si « jamais la justice et la liberté règnent sur terre, le remplacement de la propriété terrienne et capitaliste par la propriété collective du sol et des moyens de production sera nécessaire et inévitable »⁷³, nous voudrions bien connaître la différence entre lui et Marx, qui préconise la même chose comme base de toutes ses conceptions.

Vollmar le reconnaît dans sa brochure sur le socialisme d'État, mais il prétend que « trotzdem (quand même) » ils se trouvent à un tout autre point de vue que les socialistes d'État : « Leur caractère est autoritaire, leurs moyens, pour autant qu'ils mènent à la solution, sont si faibles que l'humanité pourrait attendre encore sa délivrance durant plusieurs siècles. » Pour cette raison il qualifiait le socialisme d'État de « tendance ennemie » et affirmait même que lorsqu'on prétend que la social-démocratie se rapproche de ce courant d'idées, cela signifie que le socialisme renie ses principes fondamentaux, ment à son essence intrinsèque.

La résolution suivante du Congrès du parti socialiste allemand à Berlin exprima la même chose : « La démocratie socialiste est révolutionnaire dans son essence, le socialisme d'État est conservateur. Démocratie socialiste et socialisme d'État sont des antithèses irréconciliables. »

Tout cela paraît très beau, mais ce que Liebknecht et Vollmar attribuent au socialisme d'État, nous le reprochons à leur démocratie socialiste. Il est vrai qu'ils parlent du « soi-disant socialisme d'État » et continuent comme suit : « Le soi-disant socialisme d'État, en tant qu'il a pour but des réglementations fiscales, veut remplacer les capitalistes privés par l'État et lui donner le pouvoir d'imposer au peuple travailleur le double joug de l'exploitation économique et de l'esclavage politique. »

Si duo faciunt idem, non est idem (si deux personnes font la même chose, ce n'est pas encore la même chose) ; ce proverbe est basé sur la grande différence qui peut exister dans les mobiles. Qu'une mesure soit prise dans un but fiscal ou dans un autre but, cela reste équivalent quant à la mesure prise. Ainsi, par exemple, ceux qui veulent augmenter les revenus de l'État avec les produits des chemins de fer, aussi bien que ceux qui, pour des raisons stratégiques, croient à la nécessité de l'exploitation des chemins de fer par l'État et ceux qui trouvent que les moyens généraux de communication doivent appartenir à l'État voteront la reprise des chemins de fer par l'État, tandis que ceux qui admettent le principe mais se défient de l'État actuel, voteront contre. Il nous paraît que la phrase « en tant qu'il a pour but des réglementations fiscales » peut être supprimée. Mais pourquoi parler de socialisme d'État lorsqu'on désigne plutôt le capitalisme d'État ? Liebknecht remarque justement : « Si l'État était le maître de tous les métiers, l'ouvrier devrait se soumettre à toutes les conditions, parce qu'il ne saurait trouver d'autre besogne. Et ce soi-disant socialisme d'État, qui est en réalité du capitalisme d'État, ne ferait qu'augmenter dans de notables proportions la dépendance politique et économique ; l'esclavage économique augmenterait l'esclavage politique, et celui-ci augmenterait et intensifierait l'esclavage économique. »

Cela n'est pourtant pas exprimé sans parti-pris. Les socialistes de toute école combattent ce socialisme d'État, et ainsi Vollmar et Liebknecht, Rodbertus même, peuvent se tendre la main : ce n'est pas sans raison qu'on les traite aussi de capitalistes d'État, et le mot « soi-disant » joue le rôle de paratonnerre pour détourner l'attention.

« Le socialisme d'État dans le sens actuel est la Verstaatlichung⁷⁴ poussée à l'extrême, la Verstaatlichung des différentes branches de la production, comme cela existe déjà généralement pour les chemins de fer et ainsi que l'on a essayé de le faire pour l'industrie du tabac. Petit à petit on veut mettre un métier après l'autre sous la dépendance de l'État, c'est-à-dire remplacer les patrons par l'État, continuer le métier capitaliste, avec changement d'exploiteurs, mettre l'État à la place du capitaliste privé. »

Voilà comment s'exprime Liebknecht. Mais les social-démocrates veulent-ils autre chose ? Si les lois ouvrières, proposées par la fraction socialiste au Reichstag, étaient admises, est-ce que l'État ne serait pas leur exécuteur ? Qu'on le veuille ou non, on serait forcé d'augmenter considérablement la compétence de l'État. Lisez les Fabian Essays⁷⁵ sur le socialisme et vous verrez que ce n'est autre chose que du socialisme d'État. Lisez ce qu'écrit Lacy⁷⁶ : « Le socialisme, c'est la justice basée sur la raison et fortifiée par la puissance de l'État. Ou bien : Le socialisme est la doctrine ou théorie qui assure que les intérêts de chacun et de tous seront le mieux servis par la subordination des intérêts individuels à ceux de tous. En reconnaissant que les intérêts individuels ne peuvent être assurés et confirmés que par l'autorité et la protection de l'État, il considère l'État comme étant placé au-dessus de tous les individus. Mais si l'essence de l'État dépend de l'existence des individus et si sa solidité est soumise à l'harmonie qu'il y a entre ses unités individuelles, il faut qu'il emploie son autorité de telle manière qu'il fasse disparaître toutes les causes de discorde, d'inégalité et d'injustice. Lacy ne craint pas de promettre à tous la plus grande somme de bonheur par la puissance et l'autorité de l'État. » Et plus clairement encore il dit : « Il n'existe pas de prévention contre l'État qui agit comme entrepreneur privé ; mais jamais ne se présentera la nécessité que l'État soit le seul entrepreneur, en tant qu'une coopération fédéralisée répondrait à tous les besoins de justice et atteindrait plutôt le but en accordant des récompenses convenables aux produits, c'est-à-dire en provoquant et en soutenant l'individualisme. Les mines constituant une partie du pays, peuvent être la propriété de l'État et exploitées par lui, parce qu'il y a une grande différence entre les mines et l'agriculture. Les chemins de fer, routes ou canaux appartiendraient donc naturellement à l'État et seraient exploités par lui et l'État créerait également des lignes de bateaux à vapeur faisant le service avec les colonies et les pays étrangers. Le commerce de l'alcool pourrait être un monopole de l'État ainsi que la fabrication et la vente des matières explosibles, armes, poisons et autres choses nuisibles à la vie humaine. Etendue plus loin, la possession par l'État des moyens de production ne serait ni pratique ni utile et n'est pas réclamée par les principes du socialisme].⁷⁷

Parcourez l'opuscule de Blatchford, intitulé *Merrie England*, qui est écrit d'une manière attrayante, simple et aura beaucoup d'influence comme brochure de propagande. L'auteur en arrive à demander un monopole assurant à l'ouvrier la jouissance de tout ce qu'il produit. Mais comment le faire autrement que par un monopole d'État ?

Il me semble, du reste, que le socialisme d'État et le socialisme communal ne possèdent nulle part plus de défenseurs qu'en Angleterre.

Tout cela n'est-il pas du socialisme d'État réclame par des social-démocrates ? Tous les barrages qu'on voudra élever seront inutiles. Une fois engagé sur cette pente, on doit glisser jusqu'au bout et on en fera l'expérience de gré ou de force.

« Le soi-disant socialisme d'État, en tant qu'il s'occupe de réformes sociales ou de l'amélioration de la situation des classes ouvrières, est un système de demi-mesures, qui doit son existence à la peur de la social-démocratie. Il a pour but, par de petites concessions et toutes sortes de demi-moyens, de détourner la classe ouvrière de la social-démocratie et de diminuer la force de celle-ci. » Voilà ce que dit la résolution du congrès du parti à Berlin. Mais la social-démocratie, qui poursuit au Reichstag la réalisation du programme pratique, n'est en réalité autre chose qu'un système de demi-mesures. N'agrandit-on pas ainsi la compétence de l'État actuel ? Qui donc, si ce n'est l'État, doit exécuter les résolutions, dès que les diverses revendications sont réalisées ? On sait que la fraction socialiste du Reichstag allemand a présenté un projet de loi de protection. En supposant qu'il eût été admis dans son ensemble, l'on n'aurait eu que des demi-réformes. Le système capitaliste n'aurait pas été attaqué. Et quelle est alors, diantre ! la différence entre socialistes d'État poursuivant l'amélioration de la situation des classes ouvrières, et social-démocrates qui font la même chose ? La raison pour laquelle les socialistes d'État préconisent ces réformes n'a rien à y voir.

« La social-démocratie n'a jamais dédaigné de réclamer de l'État, ou de s'y rallier, quand étaient proposées par d'autres, les réformes tendant à l'amélioration de la situation de la classe ouvrière sous le système économique actuel. Elle ne considère ces réformes que comme de petits acomptes qui ne pourront la détourner de son but : la transformation socialiste de l'État et de la société. »

Les libéraux progressistes disent absolument la même chose : Soyez reconnaissants mais non satisfaits ; acceptez ce que vous pouvez obtenir et considérez-le comme un acompte. Vraiment, alors il est inutile d'être social-démocrate.

Rien d'étonnant qu'une telle résolution fut acceptée par les deux partis, que Liebknecht et Vollmar s'y ralliassent, car elle tourne adroitement autour du principe. A proprement parler, elle ne dit rien, mais avec des résolutions aussi vagues et sans signification on n'avance guère par rapport au principe. Seulement on a sauvé, aux yeux de

l'étranger, le semblant d'unité du Parti allemand. Mais les idées se développent et nous croyons que la question du socialisme d'État prendra bientôt une place prépondérante dans les discussions. Et si la social-démocratie n'échoue pas sur le rocher du socialisme d'État, ce sera grâce aux anarchistes. Tous nous nous sommes inclinés plus ou moins devant l'autel où trônait le socialisme d'État ; mais dans tous les pays la même évolution se produit maintenant ; reconnaissons honnêtement que ce sont les anarchistes qui nous ont arrêtés pour la plupart et nous ont débarrassés du socialisme d'État. Personnellement, je me suis aperçu peu à peu que mes principes socialistes, modelés d'après Marx et le Parti allemand, étaient en réalité du socialisme d'État et loin d'en rougir je le reconnais ; je les ai reniés parce que j'ai la conviction qu'ils constituaient une négation du principe de liberté. Je puis donc facilement me placer au point de vue des socialistes parlementaires, qui sont ou deviendront socialistes d'État, et j'ai la conviction que les événements les forceront à rompre à jamais avec leurs idées ou à devenir franchement des socialistes d'État.

On a donc obtenu un nettoyage et nous soumettons à l'examen de tous l'idée de Kropotkine : « Si l'on veut parler de lois historiques, on pourrait plutôt dire que l'État faiblit à mesure qu'il ne se sent plus capable d'enrichir une classe de citoyens, soit aux dépens d'une autre classe, soit aux dépens d'autres États. Il dépérit dès qu'il manque à sa mission historique. Réveil des exploités et affaiblissement de l'idée de l'État sont, historiquement parlant, deux faits parallèles. »

Nous avons donc un socialisme autoritaire et un socialisme libertaire.

Le choix devra se faire entre les deux.

Être libre est une conception générale qui ne signifie rien en elle-même. On doit toujours être libre en quelque manière. Mais la liberté est en soi-même une chose vide, négative. La liberté est l'atmosphère dans laquelle on veut vivre. La liberté c'est l'enveloppe. Et son contenu ? Doit être l'égalité.

Ces deux termes se complètent, forment en quelque sorte une dualité. L'égalité porte en soi la liberté, car inégalité signifie arbitraire et esclavage. La liberté sans égalité est un mensonge. Il ne peut être question de liberté que lorsqu'on est complètement indépendant sous le rapport économique. Tous ceux qui sont indépendants de la même manière et armés des mêmes moyens de pouvoir, sont libres parce qu'ils sont égaux.

Le socialisme prétend qu'il y a une triple liberté :

1^Â°. Une liberté économique ou la libre participation aux moyens de travail ;

2^Â°. Une liberté intellectuelle, ou la liberté de penser librement ;

3^Â°. Une liberté morale, ou la faculté de développer librement ses penchants.

Après des siècles de lutte, les deux dernières sont reconnues comme droits abstraits par la majorité des peuples civilisés et instruits, mais elles sont complètement annihilées par l'absence de liberté économique, la clef de voûte de la liberté proprement dite.

Pourquoi changer de joug si cela ne sert à rien ?

Bakounine le dit fort à propos : « Le premier mot de l'émancipation universelle ne peut être que la liberté, non cette liberté politique bourgeoise tant préconisée et recommandée comme un objet de conquête préalable par M. Marx et ses adhérents, mais la grande liberté humaine qui, détruisant les chaînes dogmatiques, métaphysiques, politiques et juridiques dont tous se trouvent aujourd'hui accablés, rendra à tous, collectivités aussi bien qu'individus, la pleine autonomie, le libre développement, en nous délivrant une fois pour toutes de tous inspecteurs, directeurs et tuteurs.

» Le second mot de cette émancipation, c'est la solidarité, non la solidarité marxienne, organisée de haut en bas par un gouvernement quelconque et imposée, soit par ruse, soit par force, aux masses populaires ; non cette solidarité de tous qui est la négation de la liberté de chacun et qui par là-même devient un mensonge, une fiction, ayant pour doublure réelle l'esclavage, mais la solidarité qui est au contraire la confirmation et la réalisation de toute liberté, prenant sa source non dans une loi politique quelconque mais dans la propre nature collective de l'homme, en vertu de laquelle aucun homme n'est libre, si tous les hommes qui l'entourent et qui exercent la moindre influence sur sa vie, ne le sont également. »

Et la solidarité a comme « bases essentielles l'égalité, le travail collectif, devenu obligatoire pour chacun, non par la force des lois mais par la force des choses, la propriété collective, pour guider l'expérience, c'est-à-dire la pratique et la science de la vie collective, et, pour but final, la constitution de l'humanité, par conséquent la ruine de tous les États ».

Le socialisme autoritaire présupposé toujours une camisole de force servant à dompter les insoumis, mais, quand la chose est jugée nécessaire, on laisse rentrer par la porte de derrière ceux qui avaient été jetés par la porte de devant.

La plus forte condamnation de ce socialisme-là, ce sont ses institutions de police socialiste, de gendarmerie socialiste, de prisons socialistes ? Car il est absolument égal, lorsqu'on n'a aucune envie d'être appréhendé au collet, de l'être par un agent de police socialiste ou par un agent de police capitaliste ; de comparaître devant un juge socialiste ou capitaliste lorsqu'on ne veut pas avoir affaire aux juges ; d'être enfermé dans une prison socialiste ou capitaliste, lorsqu'on ne veut pas être emprisonné. Le titre n'y fait rien, le fait seul importe et il n'y a rien à gagner au changement de nom.

Avec le mot « république » ne disparaît pas encore le danger de tyrannie. Il y a quelques années nous avons vu à Paris un Congrès ouvrier dissous par la police, pour la seule raison que l'on craignait les tendances socialistes de l'assemblée. Est-ce que ces ouvriers voyaient une différence à être dispersés par la police républicaine ou par les gendarmes impériaux ? Que chaut au meurtre-de-faim que la France ait un gouvernement républicain ? Qui ne se rappelle l'effroyable drame de la famille Hayem à Paris : un père, une mère et six enfants s'asphyxiant pour en finir avec leur vie de privations et de misère, le même jour ou Paris était en liesse et illuminé pour la fête du 14 Juillet, commémorative de la prise de la Bastille ? Il importe peu au pauvre qu'il y ait des employés républicains, des receveurs républicains, mettant la main sur le peu qu'il possède lorsqu'il ne paie pas les contributions ; qu'il y ait des huissiers républicains qui, après avoir tout vendu, le mettent à la porte ; qu'il y ait des gendarmes républicains qui l'arrêtent comme vagabond lorsque la crise industrielle l'empêche de gagner sa vie ; qu'il y ait des soldats républicains qui le fusillent lorsqu'il lutte par la grève ; que lui fait que tout soit républicain, même l'hôpital ou il crève de misère, même la prison ou l'on a inscrit cette ironique devise : Liberté, égalité, fraternité !

Voici du reste la déclaration faite par les socialistes au Parlement belge : « Etant donné qu'un gouvernement socialiste serait obligé de maintenir un corps de gendarmes pour arrêter les malfaiteurs de droit commun, nous ne voulons pas voter contre le budget et nous devons nous abstenir » (Séance du 8 mars 1895. Emile Vandervelde).

Il me semble que le socialisme autoritaire ne peut se passer d'une telle espèce de camisole de force.

Mais que ferez-vous des fainéants, des insoumis ? nous dit-on.

En premier lieu, leur nombre sera restreint dans une société où chacun pourra travailler selon son caractère et ses aptitudes, mais s'il en reste encore, je préférerais les entretenir dans l'inaction, plutôt que d'employer la force envers eux. Faites-leur sentir qu'ils ne mangent en réalité que du pain de miséricorde car ils n'aident pas à la production, faites appel à leur amour-propre, à leur sentiment d'honneur, et presque tous deviendront meilleurs ; si, malgré tout, quelques-uns continuaient une vie aussi déshonorante, ce serait la preuve d'un état maladif qu'on devrait tâcher de guérir par l'hygiène. Pourquoi spéculer sur les sentiments vils de l'homme et non sur ses bons sentiments ? Par application de la dernière méthode, on arriverait pourtant à de tout autres résultats qu'avec la première.

Quant à moi, je suis convaincu qu'il n'y aura pas d'amélioration à cette situation tant qu'existera la famille, dans l'acception que l'on donne actuellement à ce mot. Chaque famille forme pour ainsi dire un groupe qui se pose plus ou moins en ennemi vis-à-vis d'un autre groupe. Longtemps encore on pourra prêcher la fraternité ; tant que les enfants ne verront pas par l'éducation collective qu'ils appartiennent à une seule famille, ils ne connaîtront pas la fraternité. Règle générale, les parents sont les pires éducateurs de leurs propres enfants. Je pourrais citer des exemples d'excellents éducateurs pour les enfants des autres donnant une très mauvaise éducation à leurs propres enfants.

Les enfants, aussi longtemps qu'ils prennent le sein, resteraient sous la surveillance de la mère, après quoi ils seraient élevés collectivement, sous la surveillance des parents. Nous ne voulons point d'orphelinats ou d'établissements où les enfants soient enfermés derrière d'épaisses murailles, sans connaître les soins familiaux ; non, tout ce qui sent l'hospice doit être banni. Il faut des institutions accessibles à tous, et surveillées constamment par la communauté. Et nous ne croyons pas que l'affection en soit exclue et que les enfants y soient privés de la chaleur bienfaisante de l'amour.

Nous devons demander d'abord s'il existe quelque chose que l'on puisse appeler amour maternel ? si la soi-disant consanguinité a quelque valeur ? Supposons qu'après la naissance d'un enfant on remplace celui-ci par un autre : la question est de savoir si la mère s'en apercevrait ? S'il existe une sorte de lien du sang, elle devrait le remarquer. Il n'y a rien de tout cela. Quelqu'un qui s'est chargé de soigner continuellement un enfant, ne l'aime-t-il pas autant que si c'était son propre enfant ? Nous ne parlons pas du père, car l'amour paternel est naturellement tout autre. Si l'enfant appartient à l'un des parents, c'est évidemment à la mère. Même par rapport à l'amour maternel la question se pose si ce n'est pas une suggestion, une imagination. Il existe évidemment un lien entre la mère et l'enfant, non parce qu'ils sont consanguins, mais parce que la mère a toujours soigné l'enfant. C'est une question d'habitude et la tyrannie des habitudes et coutumes est encore plus grande que celle des lois. (Songez par exemple à la puissance

de la mode, à laquelle personne n'est forcé de se soumettre, mais à laquelle chacun obéit.) Si l'amour rend aveugle, c'est évidemment parce qu'il a tort. Les parents sont quelquefois tellement aveugles qu'ils ne voient pas les défauts de leurs enfants - quelquefois leurs propres défauts - et ne font rien pour les corriger. D'autres parents sont injustes envers leurs enfants pour ne pas avoir l'air de les favoriser ; cela aussi est blâmable. Nous pensons que le principe mes enfants, impliquant une idée de propriété privée, devra disparaître complètement et faire place au principe : nos enfants.

Mais il serait insensé d'obliger les mères à se séparer de leurs enfants, car par là on ferait naître dans le cœur maternel un sentiment d'inimitié. Non, elles doivent en arriver, par suite d'une instruction appropriée, à se séparer de plein gré de leurs enfants et à comprendre qu'elles-mêmes ne pourraient jamais les entourer d'aussi bons soins que la collectivité ; par elle les enfants seraient mieux traités, s'amuseraient davantage et comme, dans l'avenir, le nombre des mères instruites et sensées ne peut qu'augmenter, elles prouveront leur véritable amour maternel en se préoccupant plus du bien-être de leur enfant que de leur propre plaisir. Non par contrainte (car il est probable que quelques-uns des partisans du principe s'y opposeraient des qu'on exercerait une contrainte quelconque), mais librement.

Ainsi encore pour d'autres choses.

Combien nous sommes redevables à l'initiative privée, poussée par l'intérêt ! Kropotkine en a cité quelques exemples heureux, comme la société de sauvetage, fondée par libre entente et initiative individuelle. Le système du volontariat y fut appliqué avec succès. Autre exemple : c'est la société de la Croix-Rouge, qui soigne les blessés. L'abnégation des hommes et des femmes qui s'engagent volontairement à faire cette œuvre d'amour, est au-dessus de tout éloge. La ou les officiers de santé salariés s'enfuient ainsi que leurs aides, les volontaires de la Croix-Rouge restent à leur poste au milieu du sifflement des balles et exposés à la brutalité des officiers ennemis.

Pour l'autoritaire, « l'idéal, c'est le major du régiment, le salarié de l'État. Au diable donc la Croix-Rouge avec ses hôpitaux hygiéniques, si les garde-malade ne sont pas des fonctionnaires ! » (Kropotkine.)

Ne voyage-t-on pas directement de Paris à Constantinople, de Madrid à Saint-Pétersbourg, quoique plusieurs directions de chemins de fer aient dû contribuer à l'organisation de ces services internationaux ? L'intérêt les a poussés à prendre de telles résolutions et cela s'est organisé parfaitement sans ordres de supérieurs.

Aussi longtemps que le monde ne sera pas en état de comprendre ces choses-là et qu'elles devront être imposées, elles ne pourront prendre racine dans l'humanité.

Mettons donc la libre initiative au premier plan et surtout ne l'anéantissons pas, car ce serait un préjudice énorme pour la société. Dans une assemblée de gens bien élevés, instruits, on ne commence pas par décréter des lois auxquelles on devra se soumettre ; chacun sait se conformer aux lois non écrites qui nous disent de ne pas nous nuire respectivement, et chacun agit en conséquence. Les diverses forces et tendances de la société changeront toujours suivant les circonstances et prendront de nouvelles formes. L'esprit de combinaison rassemblera des éléments non assortis. Le monde est une incessante division, un changement, une transformation, c'est-à-dire un continuel devenir. Les formes de la société humaine possèdent une force de croissance aussi grande que les plantes dans la nature.

Personne ne constitue un être isolé et la comparaison de la société au corps humain n'est pas dénuée de vérité. Lorsqu'un seul membre souffre, tout le corps souffre. Une chose dépend de l'autre et les plus petites causes ont parfois les plus grands effets, qui se font sentir partout. Le tort qu'un individu se fait à lui-même peut être non seulement la source de torts envers ses parents les plus proches, mais peut avoir des suites désastreuses pour le tout, pour la communauté.

L'État et la société ne sont pas deux cercles qui ont un seul point central et dont les circonférences ne se touchent pas, par conséquent ; mais ils se complètent, dépendent l'un de l'autre, se transforment continuellement. Parfois l'État est un lien qui enserme la société de telle manière qu'il l'empêche de se développer. C'est le cas aujourd'hui. L'État peut avoir été pendant un certain temps une transition nécessaire, sans qu'il soit nécessaire qu'il existe éternellement. En certaines circonstances même il peut avoir été un progrès dont on n'a plus que faire maintenant.

Bakounine, dit également, que « l'État est un mal, mais un mal historiquement nécessaire, aussi nécessaire dans le passé que le sera tôt ou tard son extinction complète, aussi nécessaire que l'ont été la bestialité primitive et les divagations théologiques des hommes. L'État n'est point la société, il n'en est qu'une forme historique aussi brutale qu'abstraite ».

Actuellement nous nous éloignons de l'État dans lequel nous avons été enchaînés pendant des siècles, et de plus en plus se forme en nous la conviction : « Où l'État commence, la liberté individuelle finit, et vice versa. »

On répondra : « Mais cet État, qui est le représentant du bien-être général, ne peut prendre à l'homme une partie de sa liberté quand ainsi il la lui assure toute. » Si cela était toujours vrai, comment expliquer alors l'opposition que l'on fait à l'État ? Il s'agit en outre de savoir si la partie que l'on cite ne constitue justement pas l'essence, le commencement de la liberté. Et dès que cela se présente, on proteste naturellement contre cette contrainte qui, sous l'apparence de garantir la liberté, la supprime.

» L'État, par son principe même, est un immense cimetière où viennent se sacrifier, mourir, s'enterrer toutes les manifestations de la vie individuelle et locale, tous les intérêts des parties dont l'ensemble constitue précisément la société. C'est l'autel où la liberté réelle et le bien-être des peuples sont immolés à la grandeur politique ; et plus cette immolation est complète, plus l'État est parfait. J'en conclus, et c'est une conviction, que l'empire de Russie est l'État par excellence, l'État sans rhétorique et sans phrases, l'État le plus parfait en Europe. Tous les États au contraire dans lesquels les peuples peuvent encore respirer sont, au point de vue de l'idéal, des États incomplets, comme toutes les autres Églises, en comparaison de l'Église catholique romaine, sont des Églises manquées. » (Bakounine.)

L'État doit donc être tout ou il devient rien, et ne constitue qu'une phase d'évolution prédestinée à disparaître. L'expression employée à ce sujet par Bakounine est spirituelle ; il dit : « Chaque État est une Église terrestre, comme toute Église, à son tour, avec son ciel, séjour des bienheureux et ses dieux immortels, n'est rien qu'un céleste État. » Qui prétendra que l'État ne se dissoudra pas un jour dans la société, qu'un temps ne viendra pas où les individus se développeront librement sans nuire à la liberté ? Si la conscience et la vie individuelle constituent une partie intégrale de l'homme, cette partie ne peut se fondre dans la communauté, mais reste séparée tout en donnant son empreinte à l'individu. On ne peut non plus anéantir le sentiment de solidarité, car celui-ci également se développe chez l'individu.

Bakounine s'élève contre la prétention que la liberté individuelle de chacun est limitée par celle des autres. Il y trouve même « en germe, toute la théorie du despotisme ». Et il le démontre de la manière suivante : « Je ne suis vraiment libre que lorsque tous les êtres humains qui m'entourent, hommes et femmes, sont également libres. La liberté d'autrui, loin d'être une limite ou la négation de ma liberté, en est au contraire la condition nécessaire et la confirmation. Je ne deviens libre vraiment que par la liberté des autres, de sorte que plus nombreux sont les hommes libres qui m'entourent et plus profonde et plus large est leur indépendance, plus étendue, plus profonde et plus large devient ma propre liberté. C'est au contraire l'esclavage des hommes qui pose une barrière à ma liberté, ou, ce qui revient au même, c'est leur bestialité qui est une négation de mon humanité, parce que, encore une fois, je ne puis me dire libre vraiment que lorsque ma liberté ou ce qui veut dire la même chose, lorsque ma dignité d'homme, mon droit humain, qui consiste à n'obéir à aucun autre homme et à ne déterminer mes actes que conformément à mes convictions propres, réfléchies par la conscience également libre de tous, me reviennent confirmés par l'assentiment de tout le monde. Ma liberté personnelle ainsi confirmée par la liberté de tout le monde s'étend à l'infini. »

C'est jouer sur les mots. Liberté absolue est une impossibilité. Du reste, nous parlons de la liberté d'hommes libres l'un envers l'autre. Ne seront-ils jamais en conflit ? Quoique le but consiste à éviter tout conflit, cela ne peut se réaliser dans son entier et alors la liberté de l'un vaut autant que celle de l'autre. Bakounine ne démolit pas cette affirmation et lorsqu'il divise la liberté en trois moments d'évolution, 1^{er}°. le plein développement et la pleine jouissance de toutes les facultés et puissances humaines pour chacun par l'éducation, par l'instruction scientifique et par la prospérité matérielle ; 2nd°. la révolte de l'individu humain contre toute autorité divine et humaine, collective et individuelle, qu'il subdivise de nouveau en « théorie du fantôme suprême de la théologie contre Dieu », c'est-à-dire l'Église, et la « révolte de chacun contre la tyrannie des hommes, contre l'autorité tant individuelle que sociale, représentée et légalisée par l'État », nous pouvons le suivre. Nous croyons que la probabilité de conflit croît en proportion du degré de développement des individus.

Tâchons maintenant d'avoir assez d'espace, assez de liberté pour chaque individu, de manière à ce qu'ils ne se heurtent pas et que chacun trouve son propre terrain d'activité, et nous ferons disparaître une des pierres d'achoppement de l'humanité. Il est facile de philosopher là-dessus, mais dans la réalité on verra que la liberté absolue est impossible dans l'humanité et qu'il faut chercher une limite que chacun puisse accepter pour sa liberté personnelle ; et si cette limite ne convient pas, on doit en donner une autre ou prouver que l'on peut s'en passer, mais alors on doit fournir de meilleurs arguments que les phrases de Bakounine.

Ainsi, pour l'avenir, la question se pose : « Quelle place l'individu prendra-t-il dans la société ? » Cette question sera décisive, et il vaudra toujours mieux l'attaquer en face.

Que de choses oubliées parce qu'elles n'étaient plus en corrélation avec le monde moderne ! Comme le dit Goethe : « Tout ce qui naît vaut qu'il disparaisse », c'est-à-dire rien n'est durable et tout ce qui naît porte en soi le germe de sa décomposition. Les formes et systèmes surannés s'anéantissent, non parce qu'ils sont combattus par des arguments, mais parce que de nouvelles situations sont nées auxquelles ils ne s'adaptent pas et qui empêchent par conséquent leur viabilité. Dans la lutte pour la vie plusieurs croyances n'existent plus et celles-là seules se sont maintenues qui ont pu s'adapter aux situations nouvelles. Si l'homme a besoin d'une religion - et il y a des gens qui prétendent que l'homme est un animal religieux - et que les anciennes religions sont malades, mourantes ou mortes, comme c'est le cas pour les religions existantes, il nous faut une religion nouvelle s'adaptant aux nouvelles situations. Impossible de précipiter la marche de la nature : c'est un enfant faible que celui qui naît avant terme.

Il en est de même des systèmes politiques et économiques. Ils deviennent surannés et à de nouvelles conditions de vie il faut de nouvelles formes de vie.

Le développement de la civilisation a été comparé avec raison à une spirale. L'humanité, en apparence, est arrêtée continuellement à la même hauteur, ou prend même une direction rétrograde, et il faut du temps avant de constater qu'elle ait avancé. Mais d'habitude, elle avance toujours car nous voyons l'horizon se déplacer continuellement.

Progrès signifie plus de savoir intellectuel, plus de puissance matérielle, plus d'homogénéité dans la morale et dans la société.

Il y a au monde deux principes : autorité et liberté.

L'un se retrouve dans le socialisme autoritaire, l'autre dans le socialisme libertaire.

Nous appelons socialiste d'État celui qui préconise des réformes tendant à augmenter et agrandir la compétence de l'État dans la société existante. C'est ce que font les social-démocrates qui prennent l'Allemagne comme modèle ; voilà pourquoi nous avons le droit de les classer sous cette rubrique.

Le socialisme libertaire veut le groupement libre des hommes qui, par leurs intérêts, sont poussés à se réunir afin de coopérer au même idéal, mais qui gardent la liberté, instantanée pour ainsi dire, de se retirer de cette coopération.

L'esprit de fraternité et de solidarité n'animera et pénétrera l'humanité que lorsqu'elle aura pris comme base l'égalité, comme forme la liberté.